

**Procès verbal de la réunion du Conseil de l'Internationale Socialiste
Saint-Domingue, République dominicaine, 23-24 novembre 2009**

Thème principal : «UN MOMENT CRUCIAL POUR UN FUTUR DURABLE »

OUVERTURE

Luis Ayala, Secrétaire Général de l'Internationale Socialiste, a remercié le Parti Révolutionnaire Dominicain et ceux qui ont rendu possible la tenue du Conseil à Saint-Domingue, dans le pays d'une des grandes figures du mouvement social-démocrate, José Francisco Peña Gomez.

Il a laissé la parole au leader du parti hôte, Miguel Vargas Maldonado, afin que celui-ci puisse procéder aux remarques introductives.

Miguel Vargas Maldonado, leader du parti hôte, le Parti Révolutionnaire Dominicain PRD, a rappelé la prise de contact avec des partis sociaux-démocrates, qui s'est faite très tôt, dès les années 1960 et qui finalement a mené à l'inclusion du PRD au sein de l'Internationale Socialiste en 1974. Il a de plus rappelé comment José Francisco Peña Gómez, représentant de l'IS pour l'Amérique latine s'est battu pour la démocratie véritable au même titre que des leaders internationaux tels que Willy Brandt, Olof Palme, François Mitterrand, Mario Soárez, Pierre Mauroy et Felipe González.

Ces relations entre PRD et IS, a-t-il souligné, ont été très fructueuses pour le développement et la modernisation de la démocratie en République Dominicaine. Nous sommes fiers de leurs traditions Socialistes, de leur héritage et de leur engagement en faveur de la liberté, de la justice et de la solidarité.

Je voudrais saisir l'occasion pour parler de sécurité et de paix, continua-t-il, mais la sécurité, de nos jours, ne saurait être abordée de la même manière que pendant la Guerre Froide. Les relations et dynamiques sont différentes. Nous vivons dans un monde interconnecté où les événements de l'Est ont un impact sur la Caraïbe et ce qui se produit ici affecte d'autres parties de la planète.

Le crime, dit-il, est internationalisé, à l'aide d'un réseau mondial œuvrant comme des tentacules du terrorisme fondamentaliste et du trafic de drogues, d'armes et d'êtres humains.

L'immigration est débordante ; le changement climatique est une réalité ; les ressources d'énergies conventionnelles diminuent ; nombreux sont les Etats qui se réarment et l'« intégrationisme » culturel menace d'isoler sociétés et communautés.

Une nouvelle brèche s'est ouverte entre les connectés et les déconnectés dans l'ère digitale.

La déforestation, l'érosion et le manque d'eau affectent la production d'aliments et la situation sanitaire.

L'inégalité, la pauvreté et la marginalisation s'accroît dans un grand nombre de pays ainsi que la concentration du bien-être entre les mains d'un petit nombre de personnes. De même la spéculation, l'économie illégale, le trafic de drogues et la corruption s'accroissent.

Tout cela représente une sérieuse menace pour la paix, insista-t-il, et la sécurité s'avère être aujourd'hui, un problème social et humain, plus que militaire et géopolitique.

Cela, continua-t-il, amène à réfléchir à nouveau sur la sécurité et une gouvernance active, intégrée, créative et transversale afin de redéfinir les dynamiques sociales de la planète.

Nous n'allons jamais atteindre l'objectif de paix à travers les armes, la violence, la peur, la répression et l'éradication de toutes les possibilités de pratiquer la démocratie, insista-t-il.

La paix, dit-il, exige à ce que les rues, les trottoirs, les écoles, les hôpitaux publics, l'électricité et l'eau soient accessibles à tout le monde et, plus que tout le reste, à ce que la participation publique et le contrôle des dépenses publiques, ainsi que la transparence de l'administration, son efficacité et son honnêteté soient respectés. Le chemin vers la paix ne saurait être atteint sans garantir l'égalité et l'inclusion sociale et demande ainsi une nouvelle manière de gouverner nos sociétés.

Afin d'assurer le développement humain, a-t-il souligné, il ne suffit pas de gérer la crise financière ou de promouvoir la stabilité macro-économique. Pour changer de direction nous devons transformer la nature des institutions et redéfinir le rôle économique et social de l'Etat. Nous devons aussi nous efforcer à revendiquer la paix dans nos vies privées et dans nos communautés.

Il a proposé la création d'un Centre international social démocratique des études de sécurité ainsi qu'un Bureau Permanent en charge du suivi et du renforcement de la sécurité en République Dominicaine et en Haïti.

Pour conclure, il a salué que le Conseil se tienne dans le pays de José Francisco Peña Gómez.

Georges Papandréou, Président de l'Internationale Socialiste, a remercié le Parti Révolutionnaire Dominicain, PRD, son président Miguel Vargas Maldonado, Peggy Cabral, et l'ensemble des membres du parti qui ont travaillé avec beaucoup d'efforts pour rendre possible la tenue de ce Conseil. Il a insisté sur les liens spéciaux avec la République Dominicaine qui, tout comme un certain nombre de pays européens a souffert pendant la dictature. Il a mentionné, en particulier, le leader historique du PRD, José Francisco Peña Gomez, symbole de la lutte contre l'autoritarisme et pour la démocratie.

Il a exprimé ses remerciements pour tout le soutien, la solidarité et l'inspiration dans la lutte pour le changement en Grèce. Je suis honoré, dit-il, qu'on m'ait confié la tâche de diriger la nation grecque à la suite des dernières élections.

Nous, les progressistes, souligna-t-il, nous avons une grande responsabilité de bouger les choses et d'être les acteurs d'un changement qui se révèle être indispensable.

Le changement démocratique – Dans les dernières années nous avons vu nos démocraties échouer lorsque les grandes compagnies se sont emparées de nos institutions politiques et démocratiques ; et elles se sont ébranlées à cause d'un manque de transparence au sein du système bancaire et financier, et parfois même par l'intervention de forces autoritaires.

Le changement social – le système économique mondial actuel n'a pas mené à la justice sociale. De plus en plus, nous devons faire face aux inégalités, à la pauvreté, à la migration, à un accroissement du chômage et de l'aliénation des jeunes générations.

Le changement écologique – Le changement d'un modèle de développement afin de protéger l'environnement, les traditions, les cultures et les individus.

Ici, continua-t-il, nous nous apercevons comment le marché, alimenté par les forces du capital, ne peut tenir compte du bien public et commun et du bien-être commun de notre planète. L'échec du marché a créé un apartheid environnemental entre ceux qui ont accès à l'eau, à l'oxygène et à un environnement propre et ceux qui sont devenu un lieu de décharge pour nos déchets. Pour nous, le développement vert, dit-il, est intrinsèquement lié à la démocratie et la justice sociale et, contrairement aux Conservateurs qui considèrent que les gens doivent être au service du marché, nous estimons que le marché doit servir les gens.

Il insista que nos valeurs fondamentales nous obligent à placer les êtres humains au centre de nos politiques. C'est la force qui découle du changement qui nous amènera à nous atteler aux problèmes qui figurent parmi les problèmes les plus complexes et difficiles auxquels l'humanité n'ait jamais eu à faire face.

Dans une société mondiale où nous sommes tous interdépendants, souligna-t-il, nous avons besoin de gouvernance démocratique, de justice sociale et d'une relation respectueuse entre humanité et environnement. Dans cette société mondiale, continua-t-il, il y a un lien immédiat entre les problèmes locaux, régionaux et internationaux, formant ainsi des préoccupations traitées sur un ordre du jour commun.

Nous partageons les conséquences de la crise et notre mouvement, insista-t-il, doit parler d'une voix forte afin de pouvoir partager les solutions et le rétablissement relatifs à cette crise et pour garantir que dans l'avenir des crises de cette envergure ne pourront plus surgir.

Face à la prochaine conférence des Nations Unies sur le changement climatique à Copenhague, continua-t-il, une action imminente est nécessaire pour établir un cadre de politiques pour les prochaines années et les futures générations. Les problèmes non encore résolus sont trop importants pour pouvoir se permettre d'échouer.

Toutefois, souligna-t-il, certains pays et régions ont leurs propres préoccupations et intérêts et nous devons être très sensibles à l'ensemble de ces inquiétudes. Les pays en développement sont beaucoup plus vulnérables à l'impact du changement climatique et il y a une véritable nécessité de coopération afin de soutenir ces pays en développement et ces économies émergentes dans leurs réponses aux conséquences du changement climatique. Les pays développés doivent apporter une aide efficace et promouvoir un soutien financier et technologique sains.

Nous devons, poursuivit-il, discuter des mesures aux niveaux national et transnational tels que la taxe carbone mondiale redistributive, l'adoption de titres verts pour financer la protection environnementale et une transformation vers une société de faible émission carbonique. Nous devons aussi envisager de nouvelles formes de revenus, comme la taxe Tobin, la taxe de transactions, qui nous aidera d'amonceler des ressources libres pour une économie verte mais aussi pour l'aide aux parties du monde les plus affectées par la pauvreté.

Il recommanda le rapport détaillé produit par la Commission IS pour une société mondiale durable et présenté quelques semaines plus tôt l'ONU, qui ouvre la voie à une économie à haute teneur en carbone vers une société à faible teneur en carbone.

Les partis socialistes et travaillistes, insista-t-il, doivent prendre les rennes de ce débat. Le problème de nouveaux modèles de développement est le notre et pas seulement un problème uniquement traité par le mouvement vert.

Ce mouvement vert a permis de faire apparaître des idées et impulsions, mais aujourd'hui il est temps de s'appropriier ces idées et de les intégrer à notre manière de penser, afin de pouvoir les comprendre à la lumière des défis de la démocratie, de la justice sociale et d'un nouveau modèle de développement équitable, dit-il.

La crise financière, la crise alimentaire, la crise énergétique, la crise environnementale, continua-t-il, sont toutes des facteurs qui menacent la stabilité mondiale et deviennent des facteurs majeurs des nouveaux conflits mondiaux. La plupart des pays en développement, insista-t-il, sont frappés par une succession de crises, qui ont fragilisé leurs économies nationales déjà détériorées, et qui à présent menacent de bloquer complètement le chemin qui s'est ouvert en vue d'atteindre les Objectifs du Millénaire des Nations Unies.

L'Organisation Internationale du Travail, l'OIT, dit-il, a prévenu que le chômage en 2009 à l'échelle mondiale pourrait s'accroître de 18 à 30 millions de personnes comparé avec l'année 2007, et le pire scénario serait que 200 millions de travailleurs pourraient faire face à une extrême pauvreté. Les femmes et les jeunes souffriront le plus de cette situation, nous allons avoir encore plus de réfugiés économiques et la conséquence en sera l'augmentation de l'exploitation et des inégalités.

Le FMI, dit-il, prédit que la croissance dans les pays en développement diminuera fortement et la Banque Mondiale estime que seul un pourcent de baisse dans la croissance pourrait précipiter 20 millions de personnes dans la pauvreté. Pour faire face aux conséquences de la crise financière dans le monde en développement, des acteurs majeurs à l'échelle mondiale doivent honorer leur engagement à aider et améliorer l'efficacité de cette aide.

L'ensemble de ces facteurs, poursuivit-il qui menacent la stabilité et la sécurité du monde rendent d'autant plus urgents la coordination de nos efforts pour le désarmement au niveau mondial, pour la paix, pour la non-prolifération. Prochainement, au mois de mai la conférence de révision du traité de non-prolifération d'armes nucléaires va se tenir à New York. Les discussions devront déboucher sur des solutions concluantes et il y a des signes positifs que cet objectif pourrait être atteint.

Dans les mois qui viennent, dit-il, l'Internationale Socialiste va intensifier ses efforts pour contribuer au processus vers un monde sans armes nucléaires. La sécurité mondiale et la stabilité sont des pré-requis pour la promotion d'autres objectifs parce que les conflits sont toujours utilisés comme un prétexte pour une gouvernance autoritaire et les inégalités sociales.

L'élection de Barack Obama en tant que président des Etats-Unis, observa-t-il, a certainement généré de nouvelles possibilités pour une coopération mondiale constructive. Cela était son but affirmé et la première année sous l'administration Obama a montré d'importants signes positifs.

Toutefois, souligna-t-il, les plus grands défis sont encore devant nous et nous devons rassembler les acteurs majeurs de cet ordre économique mondial de plus en plus interdépendant, pour atteindre un consensus et faire des progrès dans la résolution de

problèmes qui subsistent et nous devons donner la parole aux pays de petite et de moyenne taille.

Pour promouvoir une société juste pourvue d'une égalité des chances, nous avons besoin de sociétés démocratiques et ouvertes. Et la démocratie est un des thèmes principaux de notre agenda. Nous avons la responsabilité d'être solidaires avec tous ceux qui souffrent de régimes répressifs, et là où la démocratie est consolidée nous devons poursuivre nos efforts afin d'améliorer la qualité de nos institutions démocratiques.

Pour nous, poursuit-il, la démocratie ne se résume pas simplement à des élections. La démocratie signifie que si un individu souffre d'injustice nous souffrons tous avec lui, que nous trouvons des solutions à travers le dialogue et non à travers la violence, que nous encourageons tout le monde à participer, que nous désirons voir des femmes, la jeunesse, les migrants être fortement impliqués dans nos partis. Notre tradition démocratique signifie que nous abhorrons et que nous condamnons le dogmatisme, le fondamentalisme et l'autoritarisme. Au fondement de nos valeurs est la recherche de l'être humain dans chacun d'entre nous.

Mais, insista-t-il, nous avons aussi besoin de pratiques innovantes qui nous aident à ouvrir nos partis à plus de démocratie, comme par exemple pendant les primaires qu'a organisées le PRD ici et que notre parti en Grèce a organisé là-bas afin d'élire ses leaders. Nous avons aussi les media électroniques comme Internet qui est utilisée à présent en Grèce pour gouverner le pays pour informer les citoyens des problèmes tout en leur demandant leur avis.

Dans l'Internationale Socialiste, évoqua-t-il, il y a des partis historiquement, géographiquement, culturellement et politiquement très éloignés mais qui partagent les mêmes valeurs et qui peuvent mutualiser les expériences. Nous pouvons les utiliser comme les meilleures pratiques – ou comme de mauvaises pratiques si nous voulons tirer des leçons de nos erreurs. Nous pouvons ainsi devenir un mouvement qui comprend les complexités mais aussi qui, malgré ces complexités, se tourne d'autant plus résolument vers ses valeurs et buts fondamentaux.

Finalement il insista sur l'importance de la présence concrète de l'Internationale Socialiste dans différentes parties du monde. C'est pour cela que nous sommes fiers d'être ici, en République Dominicaine, aujourd'hui, dit-il.

Adoption de l'ordre du jour

L'ordre du jour de la réunion du Conseil a été adopté

Adoption du compte rendu de la précédente réunion du Conseil

Le compte rendu de la précédente réunion du Conseil a été adopté

Première session, Matin du 23 Novembre

Thème principal : « UN MOMENT CRUCIAL POUR UN FUTUR DURABLE »

Dans son introduction à l'ordre du jour du Conseil de Saint-Domingue « Un moment crucial pour un futur durable » le Secrétaire Général de l'IS, **Luís Ayala**, a souligné que la réunion a lieu à un moment important, puisque la communauté internationale, au cours des prochaines semaines et des prochains mois devra prendre des décisions significatives, déterminant le type de société dans laquelle nous allons vivre dans les prochaines années.

Le premier sujet qui sera discuté au sein du Conseil, continua-t-il, est ce que nous appelons une *nouvelle donne avec la nature*, et cela devra apparaître dans les engagements énoncés par la communauté internationale lors de la conférence des Nations Unies sur le changement climatique à Copenhague.

Après deux ans de travail intensif, dit-il, la Commission de l'Internationale Socialiste pour une société mondiale durable a exprimé dans son rapport le consensus du Socialisme démocratique sur le développement durable comme la seule alternative possible. Le travail de la Commission reflète les deux positions, celle des pays développés et celle des pays en développement et présente des solutions scientifiquement fondées et politiquement responsables. Les délibérations du Conseil de Saint-Domingue ont pour objectif d'assurer que les positions sociales-démocrates sont entendues avec plus de clarté lors de la conférence de Copenhague.

Comme second thème, continua-t-il, le Conseil va examiner l'actuelle situation financière internationale et les conséquences du déclin économique qui affecte la planète depuis 2008, et il va présenter des alternatives progressistes sur la manière de contrecarrer l'inégalité, de générer de l'Emploi et de réduire la pauvreté.

Tôt après le déclenchement de la crise, souligna-t-il, l'Internationale Socialiste a établi une Commission spéciale sur les questions financières globales sous la présidence du Prix Nobel de l'économie Josef Stiglitz, afin de formuler des recommandations pour fonder une nouvelle architecture financière internationale plaçant en son centre les citoyens. La réunion de la Commission à l'Université de Columbia en septembre dernier a, entre autres, pointé du doigt l'importance de ne pas déclarer prématurément que la crise est révolue et de continuer à employer des mesures par l'Etat visant au rétablissement. En tant que Sociaux-démocrates, ajouta-t-il, nous consacrons plus d'attention à un rétablissement lent de l'emploi qu'à des statistiques de la Bourse.

Pendant la crise financière, souligna-t-il, nous soutenons qu'il est temps pour que la politique et pour que les activités de l'Etat redeviennent des sources de sécurité pour les individus. En plus de perdre leur argent, les gens ont perdu la foi dans les institutions bancaires. Nous, sociaux démocrates, ne sommes pas responsables de cette crise mais nous voulons être aux premiers rangs de ceux qui travaillent pour un rétablissement de conditions de vie décentes pour tous.

Une des préoccupations principales de l'Internationale Socialiste depuis un certain temps est d'œuvrer pour un monde sans armes nucléaires et en faveur d'un contrôle des armements, continua-t-il. Pendant la Guerre Froide l'IS était l'Internationale de la Paix, et l'héritage de Willy Brandt sera toujours part de l'identité de notre organisation. C'est pour cela que nous considérons avec espoir les nouvelles orientations du Président Obama concernant la

prolifération nucléaire. Cela a conféré à nouveau de la viabilité et de la dynamique à la tâche du désarmement. Nous sommes aussi confiants que la révision de la conférence du Traité de Non Prolifération de 2010 puisse marquer une avancée significative. Nous suivons avec satisfaction les négociations entre Obama et Medvedev sur la réduction des arsenaux nucléaires et nous saluons l'adoption de la résolution du Conseil de Sécurité 1887 (2009).

La recherche de solutions à des conflits et pour la paix, souligna-t-il, sont toujours des thèmes discutés lors de nos rencontres. Cette fois-ci nous allons, entre autres, écouter les voix du Moyen-Orient – une région où nous nous sommes toujours engagés pour contribuer aux progrès en termes de paix et de sécurité.

Le dernier thème de notre ordre du jour – assurer la démocratie et réaffirmer le droit de l'Homme – continua-t-il, est une continuation de nos perpétuelles réflexions et de notre engagement sur la démocratie. Depuis Honduras à Burma, du Bélarus à la Guinée, l'IS réitère son soutien incessant pour le développement et la consolidation de la démocratie et continue de réagir et de dénoncer l'abus politique et les violations des droits fondamentaux.

Aujourd'hui, dit-il, sur une planète mondialisée, les standards démocratiques ont été adaptés à nos réalités et sont devenus plus présents grâce aux efforts de forces politiques telles que la notre. Nous sommes en faveur d'une démocratie décentralisée et d'une balance entre les autorités à différents niveaux. Nous sommes conscients des nouvelles formes de participation offertes par les nouvelles technologies et nous nous confrontons aux nouveaux défis de notre temps. Nous soutenons également le besoin pour une démocratie mondiale et des institutions internationales.

Pour l'Internationale Socialiste, ajouta-t-il, la signification de la démocratie n'a pas changé : travailler ensemble pour créer de meilleures conditions de vie pour les individus et pour en faire des protagonistes dans un projet qui promeut plus de liberté, plus de justice sociale et plus de sécurité pour tous.

Environnement, économie, paix et démocratie, les quatre thèmes que nous discutons en ce moment, sont des défis cruciaux dans lesquels on peut voir la double dimension de continuité et d'actualité dans nos débats. Nous avons qualifié la situation mondiale actuelle de moment décisif pour un avenir durable et quand les sociaux-démocrates relèvent les défis actuels, nous le faisons aussi dans un esprit de solidarité, conclua-t-il.

POUR UNE NOUVELLE DONNE AVEC LA NATURE ET POUR UN NOUVEL ACCORD A COPENHAGUE

Beatriz Paredes, Mexique, PRI, Vice-Présidente de l'IS, a salué le parti hôte PRD et a félicité Georges Papandréou et le PASOK pour la victoire électorale en Grèce.

De plus, elle a recommandé une lecture attentive du rapport produit par la Commission de l'Internationale Socialiste pour une Société Mondiale Durable, qui, dit-elle, reflète parfaitement l'important travail et les conclusions de la Commission.

Lors de la première réunion de la Commission en 2007, rappela-t-elle, le leader travailliste Gordon Brown a dit que la planète nécessite une attention particulière pour tous ses habitants et qu'il est temps d'initier des actions décisives qui feront la différence, puisque le réchauffement climatique ainsi que les effets négatifs de l'activité humaine sur l'atmosphère sont des faits indéniables. Se référant à ces faits, l'ONU ouvre la voie à des efforts en la

matière qui culmineront à présent à Copenhague. Au centre de ces discussions, figuraient particulièrement l'appel aux gouvernements de diminuer leurs émissions carboniques et la réticence, en particulier de la part des pays les plus développés de faire face à leurs responsabilités.

Basé sur le rapport de la Commission, insista-t-elle, en tant que membres de l'Internationale Socialiste nous avons trois lignes d'action : ceux qui parmi nous, sont au gouvernement, doivent faire un effort pour que Copenhague ne se solde pas par une simple déception ; mais par-dessus tout, nous devons faire du changement climatique un problème de tous les citoyens. Il est évident que conjointement à l'action des gouvernements nous devons aussi changer notre attitude quant à notre relation avec la nature.

Pour la région des Caraïbes et d'Amérique centrale, continua-t-elle, le problème du changement climatique est crucial. Nous avons vu comment la fréquence et l'intensité des ouragans et des cyclones se sont accrues et en quelle mesure les saisons ont changé. Un certain nombre d'îles et d'autres pays dans la région souffrent énormément de désastres naturels causés par le changement climatique. Dans le protocole de Kyoto, insista-t-elle, ne figurait pas la déforestation. Toutefois, particulièrement pour les pays en développement dans la région tropicale, il est très important que la reforestation soit considérée comme une priorité et une mesure stratégique contre le changement climatique. Les politiques de reforestation devraient aussi être récompensées par un bonus carbonique.

Pour conclure, elle a insisté sur le fait que le problème du changement climatique est intrinsèquement lié à la révision des politiques en relation avec l'industrie, l'urbanisation, l'eau et la production d'énergie. Mais, comme le rapport de la Commission de l'IS le souligne, nous allons aussi devoir reconsidérer la philosophie concernant la présence humaine sur notre planète et nous nécessitons l'établissement d'un nouveau pacte avec la nature, qui irait beaucoup plus loin que les décisions qui doivent être prises à Copenhague, conclua-t-elle.

Martín Torrijos, Panama, PRD, Vice-Président de l'IS, souligna que la réunion du Conseil est l'occasion de manifester les sujets qui préoccupent l'Internationale Socialiste et auxquels elle veut s'atteler en tenant compte des problèmes les plus actuels dans le monde. Ces problèmes sont le changement climatique, la crise internationale financière et ses effets sur le monde, l'accroissement de la pauvreté, l'Emploi, un monde sans armes nucléaires, l'éradication des inégalités, la croissance économique et assurer la démocratie

Le changement climatique, continua-t-il, ne s'est pas produit par hasard mais est une conséquence de la faillibilité des hommes, du manque de respect envers la nature, et de l'absence d'institutions qui auraient pu nous empêcher d'en parvenir là où nous en sommes actuellement.

Indépendamment des origines du changement climatique, dit-il, le problème est international et les pays développés et en développement partagent la responsabilité de réduire ses effets. Pour la famille de l'Internationale Socialiste cela présente aussi une occasion pour considérer quel genre de futur nous envisageons pour notre planète. Nous allons devoir comprendre que les problèmes actuels sont reliés les uns avec les autres et que nous avons besoin de mécanismes nouveaux et d'institutions mondiales transparentes.

Pour reprendre le Secrétaire Général des Nations Unies, il souligna l'importance des activités de la société civile et l'éducation adéquate des citoyens qu'elles impliquent.

La crise économique, continua-t-il, a montré la vulnérabilité et l'incapacité des institutions nationales et internationales d'être à la hauteur des problèmes auxquels nous faisons face. Nous devons créer un système minimum de protection sociale de base qui est permanente et indépendante d'aléas comme la crise.

Il a félicité la Commission de l'Internationale Socialiste pour une Société Mondiale Durable pour son excellent rapport qui souligne clairement le sérieux de la situation et le besoin d'agir rapidement et en se fixant des objectifs concrets. Le rapport indique comment nous pouvons contrôler les effets de serre ainsi que la responsabilité différenciée des pays développés et en développement. Il engage la réflexion sur les sources d'énergie alternatives et comment nous pouvons nous diriger vers une société de basse consommation de carbone. Il montre également comment le marché a été incapable de contrôler les problèmes d'émission et de réchauffement mondial. De plus, il s'intéresse aux problèmes de déforestation. Le document montre comment l'Internationale Socialiste a pris les rennes d'un sujet crucial.

Luis Salvador, Espagne, PSOE, a souligné le fait qu'autant la crise économique et que le changement climatique requièrent une action rapide. A Copenhague nous devons nous mettre d'accord sur un engagement qui va au-delà de Kyoto et qui incorpore efficacement les Etats-Unis et la Chine. Un autre problème important qui doit y être inclus est l'arrêt des déforestations sur notre planète.

Nous devons aussi, continua-t-il, protéger les sociétés les plus vulnérables dans le monde et établir un modèle de développement durable basé sur une économie verte.

Ce modèle de développement, insista-t-il, doit être basé sur la science et pour cela l'Espagne a pris, à l'instar d'autres pays, l'initiative pour créer un espace de recherche commun Euro-Américain. Il est spécialement crucial d'utiliser de nouvelles formes de production d'énergie alternative.

En tant que sociaux-démocrates, souligna-t-il, nous devons continuer de promouvoir la solidarité Nord-Sud et plus que jamais lutter contre la pauvreté. Il est ainsi important que les ressources offertes pour la lutte contre le changement climatique soient complémentaires et ne nuisent pas aux autres ressources de développement.

En Espagne, expliqua-t-il, en vue de réduire les émissions, nous allons continuer à utiliser l'énergie nucléaire et pour le transport, nous allons investir fortement dans la technologie pour les voitures électriques. Nous croyons également dans une réduction générale de notre dépendance énergétique.

Les Socialistes en Espagne croient, dit-il, qu'un meilleur monde est possible et nous croyons en l'Internationale Socialiste comme un forum qui permet de nous diriger dans ce sens.

La crise économique mondiale, souligna-t-il, a montré l'échec des recettes de la droite et c'est notre responsabilité de former une société verte. Et nous devons tous travailler dur ensemble pour atteindre ces objectifs.

Spyros Kouvelis, Grèce, PASOK, a félicité et remercié le présidium et le Secrétariat de l'Internationale Socialiste pour le symbole fort découlant du fait que le réchauffement climatique soit le premier thème abordé à l'ordre du jour de ce Conseil.

Il souligna que nous sommes arrivés à une étape critique du monde, non seulement au sens abstrait, mais plus exactement à un moment quand il a été prouvé que les effets secondaires du changement climatique, tels que les sécheresses, les inondations et les tempêtes, affectent la vie de tout le monde de manière significative. Un problème qui affecte l'humain en particulier est celui des réfugiés climatiques, qui s'ajoutant au nombre des réfugiés de la faim, des réfugiés géopolitiques et des autres réfugiés, font grimper le nombre de réfugiés à des centaines de millions de personnes.

Nous, Socialistes, continua-t-il, nous sommes les seuls à être capables de proposer une alternative à la manière de résoudre ces problèmes de changement climatique et les défis mondiaux qui y sont relatifs tels que la crise alimentaire, la crise de l'énergie, la pauvreté et la migration.

Les résultats, dit-il, présentés ici dans la Commission de l'Internationale Socialiste pour une Société Mondiale Durable sont uniques. Alors que les gouvernements Conservateurs réduisent la question du changement climatique à qui payera, nous nous concentrons plus sur l'engagement, les valeurs de base et le potentiel humain pour aborder les divers problèmes. Nous parlons de la gestion des ressources naturelles et de nouvelles technologies ainsi que du transfert de ces technologies à ceux qui ne peuvent se les permettre ; nous parlons aussi de l'éducation des individus afin qu'ils deviennent une solution au problème. Notre regard, en tant que Socialistes, sur l'aide pour le développement est aussi crucial.

Un des résultats importants de l'avènement au poste de Premier Ministre de Georges Papandréou, continua-t-il, est que nous pouvons faire du développement vert un der pilier du programme gouvernemental.

Finalement, insista-t-il, c'est l'ère post-Copenhague qui sera importante, parce que ce sera le moment où les Socialistes devront commencer à mobiliser les forces sociales pour un nouveau paradigme de développement vert. Nous, Socialistes, devons nous employer à être au centre des efforts qui commenceront après Copenhague et nous sommes de ceux qui pourront changer la voie entamée jusqu'à présent par le monde.

Adrián Peppino, Argentine, PS, s'est référé au rapport de la Commission de l'Internationale Socialiste pour une société mondiale durable, soulignant que même si le concept de développement durable est pertinent en Argentine, il n'y aura pas beaucoup de changement si l'on le sacrifie aux forces du marché qui continuent à avoir des pratiques et des modes de production qui sont entièrement contraires au développement durable.

En Argentine, poursuivit-il, pays qui jouit d'une grande biodiversité, les conséquences du réchauffement climatique sont évidentes à bien des égards dans la vie de tous les jours. La situation s'est aggravée à travers les monocultures et la déforestation, ce qui a mené à une sécheresse grave couvrant 90 pourcent du pays.

La préoccupation pour des sujets relatifs à l'environnement, dit-il, s'est ainsi transformée en une nécessité sociale et nous devons inclure toutes les forces progressistes de la société pour participer aux réflexions qu'elle engendre.

Partout où les Socialistes détiennent des responsabilités politiques, conclua-t-il, la préoccupation de l'environnement est aussi considérée dans toutes les activités politiques et sociales.

Alf Eriksson, Suède, SAP, a exprimé l'espoir que les générations futures soient capables de reconnaître Copenhague comme un moment déclencheur pour ce qui est de la politique climatique et les accords réalisés comme des moyens d'empêcher la planète d'être la victime du désastre du changement climatique.

Il a souligné la nécessité d'un leadership politique ferme qui soit aussi capable de prendre des décisions inconfortables.

Le rapport de la Commission de l'Internationale Socialiste pour une Société Mondiale Durable, dit-il, est un excellent exemple pour la manière dont on peut transformer le savoir en activité politique, en soulignant les problématiques clef nécessaires au succès. Cela renforce l'importance de l'égalité et de la justice parce que dans un monde injuste il serait extrêmement difficile de prendre les engagements nécessaires. Cela souligne l'importance du partage de compétence et le fait que le développement et la lutte contre le changement climatique avancent la main dans la main, puisque les deux permettent de sauvegarder l'environnement et de créer un monde plus équitable.

Les Sociaux-démocrates en Suède, continua-t-il, veulent que notre pays se focalise sur trois préoccupations différentes pendant la réunion à Copenhague : 1. L'introduction d'une taxe internationale sur les émissions issues du transport aérien et maritime, dont les revenus pourraient contribuer à financer la réalisation des engagements des pays développés. 2. Un système d'échanges de droit de polluer mondial pour les industries qui sont de fortes consommatrices en énergie. 3. La création d'un fonds pour le climat qui serait également financé par les pays riches à l'aide des revenus issus des émissions du transport aérien et maritime et qui serait utilisé pour financer le développement durable dans les pays les plus pauvres.

Nous ne pouvons pas savoir, dit-il, ce qu'il adviendra à Copenhague, mais nous pouvons être sûrs que les derniers pays à prendre des mesures nécessaires vers une convergence environnementale subira des pertes financières puisqu'ils seront dans l'incapacité de vendre leur nouvelle technologie à qui que ce soit.

Il est grand temps d'agir. Personne ne veut voir la magnifique Caraïbe détruite à cause de l'incapacité de signer des accords, conclua-t-il.

Manuel Laguarda, Uruguay, PSU, Vice-président de l'IS, a expliqué qu'après le premier tour des élections en Uruguay où la gauche a gagné la majorité absolue au Parlement et a manqué de sortir victorieuse après le premier tour des élections présidentielles à 1,5 pourcent des voix près, le second tour allait avoir lieu dans les 6 jours. Il a aussi exprimé la conviction que le candidat du Frente Amplio en sortirait vainqueur. Il a demandé que le Conseil émette une déclaration de soutien en sa faveur.

Il a expliqué qu'il était présent au Conseil, et ce malgré l'approche des élections, parce qu'il est convaincu que les Socialistes doivent agir autant au niveau national qu'international au vu de l'urgence découlant de thématiques relatives au changement climatique et à la crise économique mondiale, tous les deux causés par le capitalisme prédateur.

Il a exprimé son soutien pour le rapport de la Commission de l'IS pour une Société Mondiale Durable et pour l'ébauche de déclaration : *Pour un « New Deal » avec la nature et un nouveau traité à Copenhague*. Il s'est particulièrement référé aux aspects centraux de cette ébauche de résolution qui mentionne la réduction des émissions au profit des pays en voie de développement et une transition juste et socialement équitable vers une société durable.

En résumé, dit-il, nous donnons priorité à la démocratie face au marché et à la politique face à l'économie et nous nous efforçons de lutter pour un futur libre et égal pour tous.

La démocratie, poursuit-il, est une autre thématique centrale. Il a condamné tous les coups de force contre la démocratie tels que dans le cas de l'Honduras.

Finalement, il a exprimé sa satisfaction par rapport à l'accroissement des actions décisives de l'Internationale Socialiste. Il a réitéré l'importance de la recherche de dialogue avec le nouveau président des Etats-Unis.

SURMONTER L'INEGALITE, CREER DES EMPLOIS ET VAINCRE LA PAUVRETE DANS L'ECONOMIE MONDIALE

Alfred Gusenbauer, Autriche, SPÖ, Vice-Président de l'IS et premier conférencier, a fait référence au travail commun au sein de la Commission de l'IS sur les Questions Financières Globales présidée par Josef Stiglitz et souligna que dès le début les Socialistes, à la différence des autres, avaient une approche holistique de la crise économique et financière comme faisant partie d'une crise à comprenant plusieurs domaines tels que la crise climatique, la crise alimentaire et la crise sociale.

Une deuxième différence, souligna-t-il, entre les Socialistes et les Conservateurs est les seconds pensent que toutes les autres couches de la crise ont disparu dû à la crise financière et économique. Une troisième différence est que les Conservateurs suggèrent que tôt ou tard la crise se résorbera et que nous allons ainsi revenir aux politiques néolibérales de la pré crise. C'est là que les Socialistes disent que si nous laissons faire cela, la prochaine crise nous frappera plus rapidement et sera beaucoup plus grave que la présente.

Beaucoup de personnes affirment, continua-t-il, que la crise est maintenant finie, mais notre recherche montre que le prétendu rétablissement des marchés des changes est une simple bulle immobilière. Cela n'est pas rattrapé par les développements de l'économie réelle, et dans de nombreuses parties du monde il y a encore une récession avec une croissance négative et un chômage sans précédent. Et même dans le cas d'un retour de la croissance en 2010 elle sera redistribuée inégalement à travers le monde, et elle sera très modeste dans les Etats-Unis et en Europe. Cela se traduira par une croissance continue du chômage et la croissance attendue pour 2011 ne suffira pas pour réduire le chômage. Aussi longtemps que le chômage s'accroît, on ne pourra pas parler de la résorption de la crise.

A travers l'injection d'argent dans les institutions financières, souligna-t-il, beaucoup de pays ont atteint des niveaux de dette de taille importante de façon à ce qu'une telle injection ne pourra pas se reproduire. Et s'il n'y a pas de rétablissement dans l'économie réelle, il y a un risque imminent d'une deuxième crise bancaire lorsque les individus et les PME ne pourront pas payer leurs emprunts.

En vue, de réellement éradiquer cette crise, continua-t-il, la Commission de l'IS a aussi abordé un compromis international incluant les différents domaines touchés par la crise. Il y a un besoin en particulier de s'intéresser et de contrecarrer les déséquilibres dans le monde, par exemple entre ceux qui ont un excédent commercial et ceux qui ont un déficit commercial et d'énormes différences dans la distribution du bien-être au sein des sociétés et entre les nations les plus pauvres et les plus riches. Il y a aussi un déséquilibre entre le marché et les institutions qui devraient réguler le marché, en ce qui concerne la distribution du pouvoir entre le capital et la force de travail dans l'économie, et entre les individus et le marché.

La justice sociale, souligna-t-il, ne peut être réduit à un objectif idéaliste des Socialistes et sociaux-démocrates, mais une nécessité économique. Sans distribution plus équitable du bien-être au sein et entre les sociétés du monde, il n'y a aucune chance de créer la demande dont l'économie mondiale a besoin afin d'atteindre le rythme requis pour surmonter la crise. La demande additionnelle nécessitée ne pourra être atteinte qu'à travers une distribution plus équitable de nos ressources communes.

Nous devons aussi, continua-t-il, considérer les schémas de développement durable là où la future demande doit naître d'une allocation des ressources plus importante aux services de santé, à l'éducation, aux services pour personnes âgées, à la recherche et au développement- Une plus grande partie des ressources doit être allouée au domaine des services sociaux de nos économies et à la qualité de la vie et aux secteurs qui sont les plus importants en matière d'innovation.

La réponse durable pour surmonter la présente crise, insista-t-il, qui consisterait en la création d'emplois, un accroissement de l'égalité et de la durabilité défie également les modèles économiques dans de nombreuses parties du monde. Notre tâche en tant que Socialistes et Sociaux-démocrates n'est pas de nous limiter à des débats sur la régulation et sur les technicités du marché financier. Nous devons engager le débat sur de nouveaux paradigmes, comment un nouveau modèle de développement peut être plus équitable, plus durable et donner plus de chance aux individus à travers le monde.

Il conclua en conseillant de ne jamais rater l'occasion qu'offre une bonne crise pour rebondir en faveur de l'humanité.

Le deuxième conférencier, **Portia Simpson**, Jamaïque, PNP, a souligné que le Conseil se réunissait à un moment lorsque la crise a frappé l'économie mondiale et en particulier le destin des plus pauvres et des plus dépourvus a montré la pertinence des valeurs qui lient nos partis. Le thème choisi est aussi un thème pertinent pour chacun d'entre nous.

Pendant une période, notre mouvement a été sur la défensive, lorsque des idéologues de droite ont proclamé la dominance du marché. Ces croyances ont aussi dominé les institutions financières internationales desquelles dépendent la plupart des pays en voie de développement. Le mantra était un Etat minimaliste. Les développements récents, cependant, ont clairement montré qu'en temps de crise cette doctrine n'est plus valable puisque dans cette situation seul l'Etat peut répondre aux personnes les plus vulnérables et les plus exposées.

J'ai choisi 4 domaines de priorité, continua-t-elle : L'accroissement de l'emploi, l'amélioration des conditions de logement, la promotion des possibilités d'éducation et d'expériences pratiques et l'accroissement des disponibilités des services de santé.

En ce qui concerne l'Emploi, dit-elle, il n'est durable pour personne de soutenir les projets relatifs à l'Emploi qui n'ont pas d'issue productive et nous reconnaissons que le secteur privé a un rôle critique dans la promotion des possibilités d'Emploi. Spécialement en période de crise il est important que l'Etat investisse dans l'infrastructure de base. Encourager les initiatives générant de l'Emploi telles que l'assistance aux petites entreprises à travers l'accès aux crédits, aux expériences pratiques et aux renseignements sur le marché, étendre l'agriculture et l'agro-industrie pour la création d'Emploi et la sécurité alimentaire, le rôle de la technologie de l'information et le potentiel immense du sport, de la musique et de la culture.

En ce qui concerne le logement, continua-t-elle, une caractéristique pour la plupart des ménages et des régions à ressources modérées sont affectés par des conditions de logement indignes. Cela a aussi un impact négatif sur les efforts de développement. Les projets de construction de logements peuvent prendre plusieurs formes, par exemple en promouvant le droit au terrain où le complexe de maisons est situé.

Concernant l'éducation, souligna-t-elle, alors que les activités de l'Etat sur le court terme peuvent promouvoir l'Emploi et ainsi réduire la pauvreté, on doit bien reconnaître que la solution à long terme à la pauvreté est l'amélioration systématique au niveau de l'éducation et de l'expérience pratique de l'ensemble de la population. Mais il ne suffit pas d'allouer les institutions- Il s'agit également d'apporter du soutien aux enfants des pauvres afin qu'ils puissent puiser un maximum dans leur potentiel éducatif.

En ce qui concerne un système de soin approprié pour tous, continua-t-elle, l'actuel débat aux Etats-Unis montre que le bien-être d'un pays n'est pas une garantie suffisante. Les pays pauvres et en voie de développement doivent toutefois assurer des dispositions garantissant des services avec un bon rapport qualité-prix pour un service de santé de base pour la population entière.

Si l'on compare les dépenses pour les armes avec celles relatives à l'aide pour le développement, il est clair qu'un engagement pour améliorer la situation des pauvres est plus que souhaitable. Une fraction des dépenses pour les armes peut avoir un impact fondamental sur la qualité de vie des pauvres dans le monde entier.

Je suis convaincue, insista-t-elle, que le monde doit investir dans la paix en tant que moyen pour mettre fin aux cycles de pauvreté. Les dépenses militaires de l'année dernière étaient de 13 trillions de dollars et seuls 40 milliards de dollars pourraient permettre l'accès à l'eau et aux installations sanitaires, à l'éducation basique et aux services de santé de base ainsi qu'à une alimentation satisfaisante à tout individu dans les pays en développement. Cela représente moins de 0,03 pourcent des dépenses militaires – imaginez ainsi ce que l'on pourrait tirer de 1 pourcent. La paix ne sauve pas que des vies, mais facilite également la qualité du développement.

Nous, à l'Internationale Socialiste, souligna-t-elle, devons fonder un nouveau genre d'économie et un nouvel ordre social qui nous permettrons de prendre en compte la vie des individus lorsque nous faisons la balance des comptes d'un Etat. Mon parti est prêt de travailler avec l'Internationale Socialiste afin d'inventer un nouvel ordre.

L'économie mondiale actuelle, continua-t-elle, a révélé que la main invisible qui régule le marché ne se soucie que d'une minorité et s'indiffère quant à la grande majorité des

individus dans le monde. Et il est clair que l'ordre mondial actuel n'a pas créé de prospérité pour les habitants de la planète. L'Internationale Socialiste a toujours été au centre de la lutte pour la paix et une société plus juste et elle reste une organisation indispensable. Les pauvres du monde nous appellent à l'action – et remettre cela n'est pas une option envisageable.

Le président **Papandréou** a remercié les deux conférenciers pour leur message clair sur la manière de gérer la crise économique. Après la crise nous ne pouvons pas retourner au « business as usual », dit-il, mais nous devons changer l'ordre économique mondial afin de créer une économie qui nous pourvoit au moins avec un standard de vie minimum, une qualité de vie de base, une certaine dignité humaine, un emploi, la santé, un logement, l'éducation et une redistribution réelle en ce qui concerne le bien être. Ceci n'est pas une question de justice sociale mais aussi d'innovation et de coopération pour créer un nouvel ordre économique soucieux du développement vert et plaçant les individus et la société au centre.

La première session a été déclarée close. Le Conseil continuera à 15 heures.

Deuxième session, après-midi novembre 23

Election de nouveaux vice-présidents :

Pour répondre aux propositions du PRD, République dominicaine, et du SPD, Allemagne, deux pays qui ont fait face à des changements de leadership, le Conseil a élu Miguel Vargas Maldonado et Sigmar Gabriel respectivement, en tant que nouveaux Vice-Présidents de l'Internationale, en la personne de Ramón Alburquerque pour l'un et Franz Müntefering pour l'autre.

SURMONTER L'INEGALITE, CREER DE L'EMPLOI et DEFIER LA PAUVRETE DANS L'ECONOMIE MONDIALE – suite.

Cuahtémoc Cárdenas, Mexique, PRD, et président honoraire de l'IS, remarqua que le continent américain est une des régions du monde qui pâtit le plus de l'inégalité et où, dernièrement, il y a eu une croissance négative dans un grand nombre de pays : par exemple en Argentine qui a connu 2,8% de croissance négative, au Brésil avec 1,3%, en Equateur avec 2%, au Mexique avec 8% et également au Canada qui a fait face à 2% et aux Etats-Unis avec 2,8% de croissance négative. Il y a aussi une forte concentration des revenus au sein de très petits groupes, dit-il. En comparant le revenu des 10% de la population ayant le revenu le plus élevé, avec celui des 10% de la population avec le moins de revenus vous allez trouver qu'au Paraguay il est 87 fois supérieur, au Brésil 68 fois, au Mexique 62 fois, en République dominicaine 18 fois et aux Etats-Unis 16,9 fois. Les pays dans lesquels la situation politique est meilleure sont l'Uruguay avec un ratio de 15,6 et l'Equateur avec un ratio de 15,3. Dans la Caraïbe nous avons des pays tels que Trinité avec un ratio de 14,2, la Guyane avec un ratio de 13,3 et la Jamaïque avec un ratio de 11,2. En comparant les 1% d'individus qui ont le plus, avec les 1% d'individus qui ont le moins, au Mexique le ratio serait de 131. Et de ceux qui ont moins d'un dollar de revenus par jour 24% vivent au Honduras, 23% au Venezuela, 21% au Salvador, 20,2% en Equateur. Parmi ceux où la situation est meilleure il y a la Jamaïque et la République

dominicaine avec 3,2% et le Chili et l'Uruguay avec 2% avec moins d'un dollar de revenus par jour.

Les conflits variés frappant le continent, continua-t-il, sont aussi intrinsèquement liés aux inégalités existantes. Des gouvernements résultant de coups d'état tels qu'au Honduras sont absolument inadmissibles et ce gouvernement de facto ainsi que les élections qui vont s'y tenir ne doivent pas être reconnus par l'Internationale Socialiste.

Un autre problème sur le continent, souligna-t-il, est l'importante migration de nombreux pays vers les Etats-Unis, et il est nécessaire que le gouvernement US reconnaisse la contribution économique, sociale et culturelle des immigrants et s'ouvre au dialogue avec leurs pays d'origine de façon à aborder les causes de la migration.

En relation avec la Commission de l'IS sur les questions financières mondiales, il a souligné les recommandations spécifiques au G20 sur des réformes concrètes du système international financier et différents fonds et instruments de contrôle et institutions, tels que l'établissement d'un Conseil économique dans le cadre des Nations Unies.

Il a aussi évoqué le développement sur le continent américain de simples accords d'échanges à un Plan continental pour le développement durable qui va au-delà de l'économie et inclut les questions relatives aux inégalités et à l'environnement. Ce plan doit aussi inclure des instruments en accord avec l'Union européenne, par exemple à travers un fond d'investissement pour réactiver leurs économies.

D'autres mesures nécessaires pour le continent, continua-t-il, sont d'élever le niveau de l'éducation, spécialement concernant la population indigène afin de renforcer la santé et les systèmes de sécurité sociale, d'établir le développement de la compétence et d'autres moyens de soutenir les PME. Des programmes correspondants devraient aussi être établis au niveau national, incluant la création d'emploi dans les secteurs privé et public.

Pour conclure, il a appelé les partis de l'Internationale Socialiste à soutenir ces mesures suggérées au niveau international ainsi que les politiques de leurs pays respectifs.

Le Vice-Président de l'IS Victor Benoît, Haïti, Fusion SD, a suggéré qu'à Copenhague, l'Internationale Socialiste présente une stratégie unie avec les pays les plus affectés par le changement climatique, particulièrement en Afrique, en Asie et dans la Caraïbe.

Pour la période post-Copenhague, il a proposé que l'Internationale Socialiste devrait travailler pour l'établissement d'une commission de contrôle multilatéral chargée du suivi des accords trouvés.

La crise économique qui a frappé le monde, continua-t-il, était le résultat de politiques néolibérales et c'est cette vision politique que nous devons défier. Nous devons établir un autre modèle économique basé sur notre vision socialiste et nos valeurs sociales-démocrates de justice sociale, dit-il. Nous devons lutter contre les politiques qui placent l'argent avant l'être humain. L'économie doit être régulée par un Etat socialement responsable.

Nous devons, dit-il, mobiliser la jeunesse, les femmes et d'autres en faveur de nos valeurs et l'Internationale Socialiste doit former les activistes afin de contrer les forces réactionnaires, afin d'organiser des séminaires et autres activités sur les sujets actuels.

En Haïti, continua-t-il, la situation générale n'est pas bonne. L'environnement s'est significativement détérioré et le pays a été frappé par plusieurs cyclones. Politiquement parlant, il y a eu des progrès depuis 2006 mais depuis 2009 la social-démocratie haïtienne a souffert d'un accroissement de politiques antidémocratiques de la part des autorités. On peut même dire que le système démocratique basé sur le multipartisme est menacé par les activités du président et les militaires.

Soucieux des élections planifiées pour 2010, il a demandé à l'Internationale Socialiste de rester vigilant au regard de la situation en Haïti et d'être présent à travers une mission constituée d'observateurs internationaux à l'occasion de ces élections.

Christoph Zöpel, Allemagne, SPD, Président du Comité de l'IS sur la Politique Economique, le Travail et les Ressources Nationales, a félicité George Papandréou pour sa victoire électorale.

En Europe occidentale et centrale, dit-il, les sociaux-démocrates semblent parfois être d'opinion que le fait que la gauche perde des élections est une sorte de loi naturelle. La victoire électorale en Grèce, de même que celles en Norvège et au Portugal réfutent cela. Peut-être que le fait de perdre les élections est du domaine de la responsabilité des partis qui perdent.

Il a remercié Alfred Gusenbauer pour les nouvelles idées quant à la politique coordonnée de demande mondiale, soulignant que cela pourrait ne pas être facile à réaliser. Mais, insista-t-il, afin de coordonner la demande globale en faveur de la consommation des plus pauvres, le bien commun mondial, le développement des nouvelles technologies et une meilleure utilisation de l'énergie sont de très bonnes idées qui doivent être transformées par l'IS en une stratégie concrète.

Il a remercié Porta Simpson d'évoquer le sujet de disparité entre les énormes dépenses militaires de 1,7 trillions de dollars et des dépenses pour l'aide au développement. Les sociaux-démocrates en Europe rechignent quelque peu à discuter sur le fait que 60% de ces dépenses sont faites par l'OTAN. La récente discussion entre le nouveau président des Etats-Unis et les Etats membres de l'OTAN européens porte sur le moyen d'accroître ces dépenses. Ma question, dit-il, est pourquoi ?

Je suis absolument convaincu, déclara-t-il, que si nous pouvions déplacer 10% de ce budget militaire vers l'aide au développement le monde ne serait pas seulement meilleur mais aussi plus sûr.

Lors de la réunion du Conseil à Budva, dit-il, le Comité de l'IS sur la Politique Economique, le Travail et les Ressources Nationales a annoncé qu'il élaborerait une résolution sur le développement durable pour chaque Conseil, et, informa-t-il, cela doit aussi être le cas pour la réunion de Saint Domingue.

A présent, continua-t-il, nous avons raison d'accorder de l'attention à la stratégie fiscale mondiale pour 2010 ainsi qu'à une politique coordonnée mondiale. Le fait qu'un grand nombre d'Etats a assumé de larges dettes en guise de garantie bancaire afin d'éviter un accroissement de la crise a contribué à la croissance des déficits. Mais il est aussi important que lorsque des gouvernements répondent à ces déficits par une réduction du budget, les services aux pauvres et les investissements de base dans l'infrastructure sociale ainsi que les nouvelles technologies soient maintenus.

Concernant le travail, continua-t-il, il ne suffit pas de dire que nous avons besoin de plus d'emploi. Nous devons porter notre attention sur les différences des revenus et sur la situation du travail au noir – il est inacceptable que 80% des personnes actives dans le monde travaillent sans système de sécurité. Le Comité qu'il présida a travaillé sur un document d'information sur cette question, qui a été accessible au Conseil.

Il a mentionné le manque de progrès au sein du cycle de Doha. Il ne suffit pas de lutter pour le libre-échange, dit-il, nous devons lutter pour l'échange équitable.

Nous devons aussi savoir, ajouta-t-il, qu'il y a un lien croissant entre la spéculation financière et la spéculation sur le marché des revenus de la production. Les instruments pour contrôler cela n'ont ainsi pas encore été inclus dans les règles pour un ordre économique viable. Nous devons ici répéter notre demande pour des fonds publics pour assurer des revenus de la production à long terme et un fonds mondial pour la production devra être considéré. L'achat d'un terrain dans les pays en voie de développement par plus de pays développés est une autre matière de préoccupation.

Nous devrions, continua-t-il, prendre en compte la dimension sociale pour le développement durable et le fait que sans efforts de grande ampleur, dans le domaine de l'éducation, il n'est pas de développement possible. Nous avons un G8 maintenant nous avons un G20, mais il exclut encore un tiers de la population mondiale. Nous devons trouver un moyen pour les représentant de tous les individus dans le monde de contribuer à la formation d'un ordre politique dans une société mondiale mondialisée, conclua-t-il.

Antolín Sánchez Presedo, Espagne, PSOE, en référence au fait que le Conseil de Saint Domingue a lieu 20 ans après la chute du mur de Berlin, a dit que quelques euro-centristes avaient appelé cela la fin du 20^e siècle et d'autres la fin de sept décennies de guerre. Mais pour nous, socialistes, comme l'avait dit Willy Brandt, cela signifia la fin d'un monde bipolaire.

Il y avait ceux, continua-t-il, qui ont ensuite soutenu qu'il y a un marché qui doit être la solution de tout et offrir la croissance et des chances à tous les citoyens. La présente crise a montré que cela s'est avéré faux. Les banques d'investissement les plus sophistiquées sur Wall Street ont disparu.

Nous ne pouvons, souligna-t-il, retourner à la société de précrise. Nous savons que la mondialisation ne doit pas être synonyme d'une mondialisation du marché qui se révélerait être invivable, donc nous devons considérer quel est le nouveau pacte social dont nous avons besoin pour une société mondiale.

L'Espagne assure la présidence de l'Union européenne pour les six prochains mois, continua-t-il, et les socialistes espagnols considèrent qu'en ce moment, nous avons trois grandes tâches interconnectées : le rétablissement de la crise ; la réforme du système financier et le rééquilibrage des déséquilibres mondiaux.

La crise, souligna-t-il, n'est aucunement achevée et pour le rétablissement il est nécessaire de maintenir des mesures afin de stimuler l'économie et de créer la croissance.

Mais, dit-il, il est aussi nécessaire de restructurer le système financier. Un des objectifs centraux pour les six mois de la présidence européenne espagnole est d'établir de nouvelles autorités de contrôles financiers.

La troisième tâche est de rééquilibrer les déséquilibres mondiaux, continua-t-il. Les pays qui doivent faire face à une lourde dette ne peuvent être les moteurs pour le développement donc nous devons établir un nouvel ordre coopératif. C'est pour cela que le premier ministre Zapatero a introduit le concept de l'alliance des civilisations.

Pour réellement mettre un terme aux inégalités, a-t-il insisté, il doit y avoir une approche sociale, cela veut dire qu'au moment de la crise on ne peut abandonner les plus vulnérables. Cela signifie également que nous avons besoin d'une réforme fiscale qui distribue les charges de manière équitable entre les citoyens. Investir dans les services publics et les systèmes de sécurité sociale n'est pas seulement une question de justice mais aussi d'efficacité.

L'Europe a d'importantes responsabilités, continua-t-il, et nous devons continuer d'investir dans l'aide au développement.

Si nous voulons un monde durable nous avons besoin d'une économie qui respecte les ressources naturelles limitées et qui est basée sur des ressources humaines et culturelles illimitées. Nous disposons de ressources essentielles pour un avenir durable, conclua-t-il.

Le Vice-président de l'IS **Carlos Vieira da Cunha**, Brésil, PDT a félicité George Papandréou pour sa victoire électorale, soulignant l'importance de celle-ci pour l'ensemble de l'Internationale Socialiste.

Pendant le mois d'octobre 2009 le Brésil a généré 230 956 nouveaux emplois officiels. Les analyses internationales prévoient aussi une croissance du PIB de 5% pour le Brésil en 2010.

Les raisons principales, continua-t-il, pourquoi le Brésil s'est transformé en une référence positive au vu des énormes difficultés dans le monde est le rôle de l'Etat brésilien en tant que moteur pour le développement et en raison de ses politiques d'inclusion sociale. D'autres raisons sont les investissements massifs dans l'infrastructure publique et l'application et la valorisation de salaires minimum. La valeur des salaires minimum s'est accrue de 60% pendant la présidence Lula.

Des millions de personnes auparavant marginalisées, souligna-t-il, se sont transformées en consommateurs et cela est une importante contribution pour le marché interne et a aidé à surmonter la crise.

Un autre programme, continua-t-il, est « My Home-my life » ce qui signifie que jusqu'à la fin 2010 un million de nouveaux complexes de logements sociaux seront construits pour s'atteler à un des problèmes les plus sérieux du pays.

La compagnie de pétrole Petrobras, informa-t-il, a trouvé d'énormes réserves de pétrole aux larges de la côte brésilienne. Le parlement brésilien a voté pour la création d'un fonds dédié aux ressources de l'exploration du pétrole dans le but de financer des projets dans les domaines de l'éducation, de la culture, de la technologie et de l'environnement.

Un autre facteur important, souligna-t-il, pour surmonter la crise a été le volume croissant et la diversification des exportations brésiliennes vers tous les continents.

Il a finalement invité tous les camarades de l'Internationale Socialiste à visiter le Brésil lorsqu'il y aura encore plus de justice sociale et d'égalité des chances dans le contexte de la Coupe du monde de football de 2014 et des Jeux Olympiques de 2016.

Alexander Tomov, Bulgarie, BSD, a félicité le PASOK pour sa victoire électorale ce qui signifie également la victoire pour la région entière.

Nous socialistes et sociaux-démocrates, continua-t-il, avons lors de la crise mondiale la responsabilité de prendre des initiatives stratégiques politiques pour la gouvernance mondiale. La présente crise est une crise du système néo-libéral et du marché non-réglementé. Nos buts en tant que mouvement sont de mettre fin au capitalisme de casino, de parvenir à une totale transparence des institutions financières et à une démocratisation sous contrôle public du secteur financier.

Cela signifie aussi, dit-il, de nouveaux accords sur les mesures de protections sociales. Telles que les choses se présentent maintenant, c'est l'individu moyen qui paie pour la crise financière.

Les prévisions pour 2010, continua-t-il, annoncent un certain rétablissement des marchés des changes et une croissance lente et déséquilibrée, ce qui pourrait nouvellement mettre en danger le monde. Cette croissance ne signifie pas une meilleure vie pour les individus puisque le taux de chômage augmente tendanciellement de manière considérable.

Les prochains deux ans, insista-t-il, nous devons aussi faire face à des centaines de milliers de faillites de PME. En Bulgarie 42% des entreprises enregistrées sont en danger – une situation qui est la même dans l'ensemble de l'Europe orientale. La réponse est, insista-t-il, une politique social-démocrate pour de nouveaux emplois et des réformes du marché du travail.

Concernant l'inflation, dit-il, elle est probablement seulement retardée et pourrait très bien surgir comme deuxième phase de la crise.

Finalement, il rappela la certitude qu'on ne devrait pas rater la chance que représente cette crise pour créer un meilleur monde.

La Vice-Présidente de l'IS **Nouza Chekrouni**, Maroc, USFP, en tant que représentant de la région méditerranéenne, a félicité George Papandréou pour sa victoire électorale et pour l'attribution au sein de son gouvernement de postes à responsabilité à des femmes.

Le contexte international actuel, continua-t-elle, est marqué par une crise multiple – la crise financière, la crise alimentaire et d'autres crises – affectant tous les pays en voie de développement en particulier.

Mais les pays développés sont également frappés par une baisse sans précédent, souligna-t-elle, et la situation ne peut être résolue sans réforme audacieuse prise à l'échelle internationale dans le but de rétablir l'efficacité du secteur financier.

Pour nous, Socialistes, souligna-t-elle, le rôle positif du secteur public est important dans la situation présente. Les conséquences sociales sont perçues ailleurs sur la planète, mais spécialement dans les pays en voie de développement d'Afrique, d'Amérique latine et d'Asie où des millions, spécialement les femmes sont forcés d'accepter la pauvreté et le chômage.

Dans cette situation de crise sans précédent, continua-t-elle, la social-démocratie doit se mobiliser pour créer un système qui préserve la justice sociale sans hypothéquer l'avenir des générations futures.

Le chemin des sociaux-démocrates, dit-elle, n'est pas simplement une réforme du système capitaliste mais la vraie vision des relations humaines dans la lutte contre toutes les formes d'exclusion, la précarité et l'inégalité.

Dans tout cela, a-t-elle souligné, la situation des femmes n'est pas une thématique de second ordre, mais une thématique cruciale. Beaucoup d'éléments à l'heure actuelle montrent le maintien de la menace de provoquer la régression du statut des femmes. L'Internationale Socialiste a une responsabilité spéciale afin de mondialiser la lutte en faveur de l'égalité des genres.

Il a salué les représentants de l'Internationale Socialiste des Femmes et leur lutte continue pour les femmes dans le monde. Toutefois, souligna-t-elle, le problème de l'égalité ne concerne pas seulement les femmes mais tout le monde.

Ensemble nous devons faire face, continua-t-elle, à de grands défis du changement climatique et du réchauffement de la planète et aider en particulier les pays en voie de développement pour faire face à cette menace. En tant que socialistes nous devons aussi nous employer à lutter pour une dénucléarisation du monde et à lutter contre la prolifération nucléaire.

Dans le cadre de la quête de la paix, dit-elle, l'USFP appelle la famille socialiste à travailler pour une solution positive, définitive et négociée du problème de la région du Sahara.

Elle a finalement lancé un appel en faveur du soutien de l'initiative marocaine pour un statut autonome du Sahara qui est qualifiée par la Conseil de Sécurité de l'ONU comme crédible et sérieuse.

Petroula Nteledimou, Grèce, IUSY, Présidente de l'ECOSY a souligné que la disparition des inégalités et de la pauvreté dans le monde est un sujet principal au sein de la IUSY. Cela constituera également, avec le changement climatique, une inquiétude centrale lors du Congrès de la IUSY en Suède en mars 2010.

L'inégalité n'est pas seulement inscrite sur le papier, insista-t-elle, mais une réalité qui affecte les possibilités et les chances. La crise, dit-elle, ne s'est pas contentée d'empirer la situation pour les plus pauvres mais a entraîné nos électeurs de la classe moyenne, les femmes en particulier vers la pauvreté. Tout a commencé avec une crise financière et économique et maintenant nous faisons face à une crise sociale et ceux qui sont directement affectés ne permettront pas aux hommes politiques et aux gouvernements de prétendre ne pas savoir quelle est l'ampleur de cette crise.

La seule solution dont nous disposons, souligna-t-il, est la croissance verte doublée de justice sociale. Cela veut dire qu'il va falloir créer des emplois à proximité du lieu d'habitation et soutenir l'agriculture de qualité spécialement dans les pays en voie de développement et les régions afin de faire du commerce équitable une priorité, d'investir dans l'éducation, d'établir des obligations financières et des taxes aux industries et pollueurs.

Mais, dit-elle, le coût pour rétablir l'environnement et pour prévenir des catastrophes successives doit être payé par les industries lourdes qui font du profit et par les bien-portants qui ont la chance d'avoir le choix de la manière dont ils exploitent les ressources et dont ils produisent. Nous devrions en même temps apporter aux pauvres la connaissance et la possibilité d'avoir le choix de soutenir la croissance verte à leur propre avantage.

La croissance verte, conclua-t-elle, est synonyme d'un environnement, d'une société et d'une économie durable. Et cela se soldera en fin de compte par une démocratie réellement durable. L'égalité n'est pas simplement une division mathématique du fardeau financier mais une fraction juste et proportionnelle de la responsabilité.

Le Président a remercié les nombreux intervenants sur la crise financière et économique pour l'analyse et leurs nombreuses suggestions et idées. Il a souligné le lien entre crise financière et crise énergétique, environnementale et alimentaire, et le besoin d'une approche viable, compréhensive, holiste et juste.

Pia Locatelli, présidente de l'Internationale Socialiste des femmes, a fait un rapport sur la réunion du Conseil de l'Internationale Socialiste des femmes qui a lieu à Saint Domingue les 20 et 21 novembre. Elle a remercié le parti hôte pour sa générosité. Elle a en particulier remercié le président Miguel Vargas Maldonado et la secrétaire du département international Peggy Cabral ainsi que le président de l'organisation des femmes du PRD, la Federación Dominicana de Mujeres Social Demócratas (FEDOMUSDE), Yanet Camilo.

Elle a souligné que les désastres ne discriminent pas, mais que les individus le font et les conditions socio-économiques existantes pourraient frapper le plus fort les groupes les plus vulnérables et particulièrement les femmes. Un exemple en est le cyclone du Bangladesh qui a eu lieu quelques années auparavant où le taux de décès parmi les femmes était cinq fois supérieur au taux de décès chez les hommes. Un autre exemple, dit-elle, est qu'après un tremblement de terre il y a une croissance des naissances prématurées. Ainsi le mainstreaming pour les questions de l'égalité des sexes est nécessaire lorsqu'on s'occupe de problèmes ayant trait au changement climatique.

L'ensemble des conséquences de la crise financière, continua-t-elle, sous forme de l'inemploi par exemple ne s'est pas encore manifesté entièrement.

Concernant la question de la crise alimentaire, dit-elle, les Nations Unies étaient incapables de réunir 44 mille millions de dollars pourtant nécessaires pour réduire la faim dans le monde et a transformé son objectif originel de mettre fin à la faim d'ici 2025 en un objectif devant être réalisé « le plus tôt possible ». En même temps, trois millions de millions de dollars ont été réunis pour le rétablissement de la crise des banques.

Les leaders politiques se trompent, insista-t-elle, lorsqu'ils essaient de ne renvoyer le problème de la faim qu'à un rang marginal. La pauvreté des pays du Sud affecte le monde entier sous forme d'instabilité, de migration croissante et de désastres environnementaux. Ces problèmes doivent être résolus, non seulement en faisant appel à l'humanité ou encore à la solidarité mais également en prenant en compte les intérêts stratégiques.

Le Conseil de l'ISF, informa-t-elle, a discuté d'une résolution sur la migration et l'a finalement adoptée, insistant spécialement sur le droit des femmes immigrées dans les domaines de l'emploi, d'une habitation sûre, de l'assistance médicale et psychologique et d'autres formes de services. Au nom de l'Organisation internationale pour la migration, OIM, il a aussi appelé à la sensibilisation des genres concernant les conséquences de la migration.

Le Conseil de l'ISF, continua-t-elle, a aussi exprimé sa solidarité avec l'organisation des femmes du PRD, FEDOMUSDE, et sa reconnaissance pour sa longue lutte historique en faveur des droits et la participation démocratique des femmes en République dominicaine. Au vu du rôle positif

du PRD il est regrettable qu'un certain nombre de parlementaires PRD ont voté en faveur d'un changement de la constitution dominicaine qui affirme que « ...le droit à la vie est inviolable depuis sa conception... ». En conséquence, est interdite toute forme d'avortement, y compris sur base médicale et ainsi beaucoup de femmes se voient faire face au risque de la peine de mort. C'est aussi une violation du droit des femmes à une auto-détermination reproductive et à leur droit à la santé et intégrité personnelle.

Nous avons abordé ce sujet, affirma-t-elle, avec le parti du président Miguel Vargas Maldonado, le secrétaire international de Peggy Cabral et le président de l'organisation des femmes du PRD Yanet Camilo. Nous avons proposé au nom du PRD une initiative législative pour changer cette situation regrettable et nous dirigeons le même message à d'autres partis membres de l'IS, spécialement en Amérique latine. Cela n'est pas seulement un problème affectant la République dominicaine. Beaucoup de partis membres en Amérique latine cèdent à des pressions fortes de la part des conservateurs et des fondamentalistes religieux en acceptant également une pénalisation totale de l'avortement.

L'ISF, dit-elle finalement, a décidé de développer des stratégies mondiales communes afin de répondre à cette thématique et d'autres thématiques éthiquement sensibles. Nous ne devons pas abandonner nos principes de liberté et d'autodétermination résultant de considérations électorales.

TRAVAILLER VERS UN MONDE SANS ARMES NUCLEAIRES ET POUR UNE LIMITATION DES ARMES

Konstantin Woinoff, Allemagne, SPD, a d'abord remercié les partis membres de l'IS pour la tenue de la première réunion du Comité de l'Internationale Socialiste sur le désarmement à Berlin en avril 2009. Il a souligné que l'IS a toujours été aux devants de la lutte pour la paix et le désarmement. Il a rappelé des contributions passées du SIDAC sous Kalevi Sorsa et d'autres Socialistes et sociaux-démocrates qui ont œuvré en faveur de la détente lors de la guerre froide, préparant ainsi le chemin pour des accords de désarmement et de coopération tels que SALT et le Traité de non prolifération (TNP).

Pendant les dernières décennies, continua-t-il, l'attention portée aux questions de désarmement et de limitation de l'armement a diminué dramatiquement. Entre autres, il y avait la dénonciation du traité ABM, la course à l'armement instiguée par l'administration Bush et l'échec des Etats-Unis suivis d'autres Etats de ratifier le traité d'interdiction complète d'essais nucléaires, l'apparition de nouvelles puissances nucléaires, les conflits autour des programmes nucléaires de Corée du Nord et d'Iran, et l'échec de la conférence de révision du TNP de 2005.

Mais, a-t-il souligné, le président Obama a créé un nouvel élan pour le désarmement pour la conférence de révision du TNP de 2010 à New York. Un nouvel élan avec des objectifs simples portant sur le désarmement des pays possédant des armes nucléaires, sur l'acquisition de ces dernières par les Etats qui ne disposent pas d'armements nucléaires et l'accès de tous les pays à une énergie nucléaire pacifique est nécessaire.

Toutefois, pendant ces dernières années, continua-t-il, les puissances nucléaires n'ont pas eu l'ambition de désarmer et un plus grand nombre d'Etats n'étant pas des puissances nucléaires ont dès lors considéré la possibilité d'acquérir des armes nucléaires si le TNP se révèle être un

échec et alors le seuil de pays en faveur de l'utilisation d'énergie nucléaire est de plus en plus élevé.

Dans ce contexte, souligna-t-il, nous devons surmonter les nombreux obstacles au renforcement du régime TNP et émettre des signaux positifs pour renverser la tendance négative.

Trois éléments, souligna-t-il, sont cruciaux pour l'extension de l'accord TNP en 1995 : la promesse d'un désarmement quantitativement important ; l'assurance de la part d'Etats possédant des armes nucléaires de ne pas utiliser d'armes nucléaires contre les Etats n'en ayant pas ; et la promesse de ratifier le Traité d'interdiction complète des essais nucléaires. Et les mêmes trois éléments pourraient aussi ouvrir la voie vers un nouveau consensus en 2010.

Nous saluons, continua-t-il, les démarches positives prises en vue de la conférence de révision du TNP de 2010, parmi ces démarches les négociations entre les présidents Medvedev et Obama de limiter les arsenaux nucléaires, l'intention de remplacer le traité START et l'annulation par le président Obama du traité ABM en Pologne et en République tchèque.

Mais, conclua-t-il, il ne nous reste pas beaucoup de temps pour répondre à nos obligations pour soutenir et influencer une issue positive lors de la conférence de révision du TNP de 2010.

Nikolay Levichev, Fédération russe, Une Russie juste, a souligné que la crise actuelle a révélé le manque de stabilité mondiale et que l'ordre mondial actuel ignore en grande mesure l'interdépendance entre les différentes régions.

Lors du Sommet du G20, dit-il, un nouveau format de relations intergouvernementales a été lancé qui a introduit de nouveaux acteurs dans le processus de prise de décision, appliquant ainsi le principe d'un monde multipolaire. Mais malheureusement, la rhétorique politique est loin de la réalité et pendant que le G20 a discuté de la libéralisation des marchés et des flux de monnaie, nombreux sont les pays qui ont pris des mesures protectionnistes.

Malgré les mesures stabilisatrices prises par les gouvernements lors de l'actuelle crise, souligna-t-il, l'accroissement du chômage s'est maintenu. Une solution sociale-démocrate doit toutefois viser dans un premier temps à éliminer les inégalités dans les pays et entre les pays et les régions.

Les socialistes dans la fédération russe, informa-t-il, ont demandé l'introduction de la taxation provisoire dans le pays comme moyen de financer un système de providence sociale et de création d'emploi.

Lorsque nous discutons de développement durable nous devons aussi considérer des facteurs politiques et militaires, continua-t-il, et aujourd'hui les différents traités de limitation des armes, soit ne sont pas en vigueur, soit sont inefficaces. Au contraire, nous pouvons observer un développement de l'armement, une croissance des tensions dans le monde entier. Nous sommes ainsi reconnaissants à nos collègues tchèques qui n'ont pas ratifié le déploiement du système ABM sur leur territoire.

Mais, souligna-t-il, la question des armes nucléaires n'est pas aussi importante que le désastre écologique qui se dessine et menace d'extinction la race humaine. La situation écologique et le changement climatique ont aussi une influence dans les sphères économiques et sociales.

L'option de continuer à faire comme jusqu'à présent, continua-t-il, est extrêmement dangereuse et les pays doivent être préparés à abandonner leurs intérêts à court terme et à unir les efforts au profit de l'humanité. La social-démocratie doit ici jouer un rôle dans la coordination des processus de prise de décision.

Il a exprimé l'espoir pour une solution positive à la conférence sur le climat qui va se tenir à Copenhague. Il a spécialement insisté sur l'importance d'une gestion propre des ressources naturelles et d'une réduction de la consommation de l'énergie, et a suggéré l'établissement d'une agence spéciale pour l'environnement et le changement climatique dans le cadre des Nations Unies.

La croissance prévue du PIB de la Russie dans les années qui viennent, informa-t-il, n'est pas inférieure à 40% mais le pays est malheureusement encore derrière l'Europe dans le domaine du développement d'industries soucieuses de l'environnement. Le défi majeur est l'établissement d'une conscience écologique publique.

La Russie, cependant, souligna-t-il, remplit ses obligations internationales et s'est engagé en faveur de l'établissement d'un ordre du jour écologique. Nous croyons que les pays développés ont une responsabilité plus importante pour contrer le changement climatique et il est nécessaire de promouvoir une aide aux pays les plus vulnérables à cet égard.

Au nom de la sécurité et de la stabilité, poursuivit-il, l'humanité doit résoudre ses problèmes économiques et écologiques de manière équilibrée. Les priorités mondiales doivent prévaloir sur les intérêts nationaux. Seule la nature nous offre tout pour rien, conclua-t-il.

Xoan Manuel Cornide, Espagne, PSOE, souligna que les conservateurs utilisent le concept populaire de sécurité pour introduire les politiques qui manquent encore plus de solidarité. Pour nous, toutefois, la sécurité et la paix sont toujours liées à la justice sociale. En conséquence, la principale clef pour la sécurité est de réduire les inégalités. Si nous voulons tendre vers un monde plus juste nous devons aussi développer des instruments qui nous permettent d'aller dans cette direction. Nous devons soutenir des mesures pour renforcer et réactiver les Nations Unies comme un forum pour le dialogue et rendre les Nations Unies plus efficaces en tant que coordinateur de différents efforts à travers ses agences variées. Nous devons aussi renforcer la Cour Internationale de Justice.

Il est aussi important, insista-t-il, de développer différents traités sur les armes nucléaires. Mais il est tout aussi important de développer des instruments efficaces pour contrôler l'échange d'armes qui génère des conflits.

En addition d'une justice sociale insuffisante et d'une inégalité économique, souligna-t-il, un manque d'entendement culturel mutuel peut se révéler devenir un problème pour la sécurité. C'est pour cela que l'Espagne avec la Turquie a pris l'initiative de l'Alliance des civilisations afin de renforcer la confiance mutuelle et d'éviter les nouveaux conflits.

Heliodoro Quintero, Venezuela, UNT, a félicité Miguel Vargas Maldonado, leader du parti hôte, le Parti Révolutionnaire Dominicain, PRD, pour son élection en tant que Vice-Président de l'Internationale Socialiste. Il a aussi rapporté les salutations adressées à toute personne présente de la part du leader du parti actuellement en exil à Lima, au Pérou.

La crise économique mondiale, continua-t-il, présente la chance de générer un nouveau modèle de développement plus intense, durable, social, écologique et équitable. L'économie

mondiale semble se rétablir, selon des chiffres de l'OECD, mais ce rétablissement prévu ne semble pas se répercuter sur la croissance d'emplois sécurisés et dignifiés, de développement ou de réduction de la pauvreté ou encore des inégalités que nous, sociaux démocrates, nous efforçons d'atteindre dans nos pays respectifs.

Pendant l'actuelle crise, informa-t-il, le nombre d'individus pauvres en Amérique latine s'est accrue à 189 millions d'individus et il n'y avait pas de signaux réels que cette situation s'améliore au cours de 2010 et 2011. L'économie publique stimulant les activités doit être maintenue aussi longtemps que le rétablissement de l'emploi n'équivaut pas au rétablissement des marchés financiers. Les gouvernements doivent investir dans l'infrastructure, les services sociaux, l'éducation, la technologie et l'accès au capital d'investissement.

Les pays les plus pauvres et en voie de développement ainsi que les économies émergentes, dit-il, ont le plus souffert de la crise économique et il est important que les pays développés ne retombent pas dans le protectionnisme. Cela n'entraverait pas seulement le rétablissement de l'économie mondiale mais aussi la lutte contre la pauvreté. Un nouvel ordre économique ne doit pas seulement être libre mais aussi juste.

Concernant la course à l'armement, continua-t-il, pour le bien des générations futures nous devons réduire la capacité destructive. Nous avons pris l'engagement d'agir contre l'échange d'armes et d'aller de politiques de non-prolifération vers un désarmement nucléaire total. Malgré les différents traités, la menace de guerre nucléaire continue d'exister.

Nous rejetons également la course à l'armement qui est en train de se profiler en Amérique latine où de nombreux pays dédient une partie substantielle de leurs budgets aux dépenses militaires. De nouvelles formes d'autoritarisme et le retour de personnalisme politique menacent également les institutions démocratiques faibles dans de nombreuses parties de monde. Notre parti est très inquiet à propos des tensions entre la Colombie et le Venezuela ou le Pérou et le Chili.

Les sociaux-démocrates souligna-t-il ne peuvent ignorer les nouvelles formes d'oppression politique et d'autoritarisme politique. Dans nombre de pays en Amérique Latine des processus de destruction systématique des institutions démocratiques doublés d'une oppression et d'une persécution politique ont eu lieu, cachés derrière la transformation rhétorique et politique et les plaintes sociales.

En vue de la conférence sur le climat à Copenhague il a conclu en insistant sur l'importance de la croissance des investissements en remplaçant le pétrole et le charbon prédominants par des formes renouvelables d'énergie.

Le président, concluant sur les délibérations sur le sujet « œuvrer pour un monde libre d'armes nucléaires et pour une limitation de l'armement » souligna que la lutte pour la paix a toujours été centrale à l'Internationale Socialiste et que cette lutte difficile et parfois frustrante devra continuer. Il a aussi insisté sur l'importance de la paix mondiale et sur une solution du problème au Moyen-Orient/Palestine, avant de donner la parole au représentant du Fatah.

Nabil Shaath, Palestine, Fatah, a exprimé son plaisir d'être à Saint Domingue et en Amérique Latine et a salué le fait que 23 pays latino-américains, incluant la République dominicaine ont voté dans l'Assemblée générale de l'ONU en faveur du soutien du rapport Goldstone sur le droits de l'Homme et du peuple palestinien et aussi pour une résolution en soutien des droits nationaux et politiques des Palestiniens.

L'Amérique latine, dit-il, est en mutation et nous sommes heureux de voir apparaître un continent plus indépendant et démocratique qui soutient la paix, les droits de l'Homme et la coopération internationale pour un meilleur monde.

Le Fatah, a-t-il continué, est un mouvement révolutionnaire démocratique, progressiste qui a mené la lutte palestinienne pour la liberté et l'indépendance et pour la fin de l'occupation israélienne. Mais le Fatah est aussi résolument engagé en termes de paix et de justice à travers des négociations, la non-violence et la résistance pacifique. Cette lutte, basée sur la légalité internationale et une solution pour deux Etats s'est perpétuée pendant 18 ans.

Le Fatah, souligne-t-il, a choisi de créer ses institutions et gouvernements sur la base du socialisme démocratique et est fier d'être un membre de l'Internationale Socialiste, jouissant du soutien de cette dernière dans la quête pour la paix et la liberté.

Il insista sur l'importance de problèmes sérieux interconnectés de l'économie mondiale, de l'environnement, de la paix et de la démocratie traités par le Conseil. Mais, il souligna que le risque réel pour les Palestiniens et le monde entier est la continuation de l'occupation avec ses conséquences politiques et la possibilité d'un conflit armé. Il insista sur les effets négatifs et les risques résultants des conflits régionaux sur la stabilité mondiale et la paix mondiale.

Le président Obama, continua-t-il, a insisté dans son discours au Caire sur le fait que la désolation des arabes et du monde islamique envers l'Occident et les Etats-Unis émane en premier lieu de la tragédie palestinienne et de la manière dont les Etats-Unis traitent le sujet et qu'en cas d'une solution au conflit Israélo-palestinien un nouveau climat sera difficilement instauré. Obama a aussi suggéré l'arrêt de l'implantation de nouvelles colonies et l'entreprise de négociations rapides pour établir l'indépendance de la Palestine comme remèdes immédiats. Cependant, face à la résistance israélienne Obama s'est rétracté.

Malgré la déclaration sur un moratoire de six mois de la construction de colonies par le gouvernement d'extrême droite d'Israël, il va y avoir une construction de colonies supplémentaires en 2009 et 2010 plus importante que jamais depuis 2001.

La présidence de l'Union européenne, dit-il, a aussi condamné cette politique violant le droit international et les résolutions et accords internationaux comme une menace à la viabilité de la solution à deux Etats. Mais à part ces déclarations, l'UE n'a pas agie.

Il est difficile, continua-t-il, d'envisager comment un processus basé sur le principe de Madrid d'une terre en échange de la paix menant à une solution de deux Etats pourrait connaître un succès alors qu'Israël s'empare du territoire en construisant des colonies, détruisant pour cela 25 000 habitations palestiniennes à Jérusalem pour ce qui ne concerne que la période depuis 1967. En 1978 il y avait 6 000 colons en Cisjordanie et Gaza et aujourd'hui il y a 540 000 colons en Cisjordanie seule. Il est impossible de faire d'un territoire qui ne cesse de diminuer de jour en jour l'objet de la négociation et d'administrer un Etat morcelé en 41 parts, de surcroît avec un mur de séparation long de 700 km parcourant la Cisjordanie. L'implantation de colonies doit prendre fin avant que des négociations convenables puissent avoir lieu.

Lorsque le président Abbas a annoncé que suite à l'impasse il ne se représenterait pas au poste de président, il a déclaré que la paix basée sur une solution à deux Etats est pertinente et faisable et a mentionné 8 points pour son accomplissement.

Nous prenons l'engagement de continuer la lutte non-violente afin d'atteindre la liberté et l'indépendance, de créer une société et un gouvernement démocratique en Palestine et finalement de ne jamais perdre de vue le besoin d'établir la paix avec les voisins israéliens. Nous pensons que cela est possible et nous avons besoin de votre aide, conclua-t-il.

Le président a souligné la solidarité de l'Internationale Socialiste avec les Palestiniens, leur assurant tout le soutien possible et imaginable. La deuxième session a été déclarée close. Le Conseil continuera le lendemain à 10h.

Troisième session, matin du 24 novembre

Le Secrétaire Général Luis Ayala a souligné que le Conseil a lieu la veille d'une date symbolique. Le 25 novembre 1960 les trois sœurs Minerve, Patria et Marie Thérèse Mirabal ont été cruellement assassinées sous la dictature Trujillo en République dominicaine. Par la suite la communauté internationale a décidé que le 25 novembre serait le jour dédié contre la violence et le 17 décembre 1999 l'Assemblée générale des Nations Unies a déclaré le 25 novembre comme étant la journée internationale pour l'élimination de la violence contre les femmes (résolution 54/134). Ici, avec nous, se trouve l'un des maris d'une des sœurs.

Minute de silence

Le président a demandé au Conseil d'observer une minute de silence comme une réaction contre la violence, en particulier contre les femmes qui sont souvent victimes de régimes dictatoriaux.

Le rapport Comité d'Administration et des Finances, SIFAC

Le Secrétaire Général **Luis Ayala**, en l'absence du président du SIFAC, Pertti Paasio, a rapporté sur les réunions du Comité qui se sont tenues la veille du Conseil et sur les préparations aux discussions du Comité qui se sont tenus en présence de Pertti Paasio deux semaines auparavant en Finlande.

Le rapport, continua-t-il, serait constitué de deux parties principales : premièrement la situation financière et deuxièmement le budget pour l'année à venir.

La situation financière actuelle n'est pas bonne, dit-il. Entre les 158 partis membres et organisations qui ont le statut obligatoire de payer des cotisations, 95 ne s'étaient pas acquittés de leur obligation de payer leur cotisation. Cela signifie que vers la fin de l'année l'organisation n'a reçu que 2/3 du revenu prévu pour le budget 2009. En additionnant cette somme due à celle des impayés de l'année précédente, la somme totale des impayés s'élève à 800 000 livres sterling.

Le problème principal, souligna-t-il, n'est pas le fait que les partis ne puissent pas payer momentanément puisque cela a été pris en considération lors des prévisions du bilan en réduisant ces contributions à une cotisation minimum de 1000 livres sterling par an. Le problème réel concerne ceux qui payent systématiquement en retard. Les finances de l'Internationale pourraient être en bon état si ses membres payaient conformément aux statuts.

Le budget de l'Internationale aujourd'hui est au même niveau qu'il y a 12 ans, informa-t-il, tandis que les ambitions, les engagements et les activités de l'organisation se sont étendues de façon constante et considérable. La capacité de poursuivre les activités s'est aussi accrue avec le nombre croissant de partis membres prêts à cofinancer les réunions dont ils sont les hôtes. En prenant en compte les investissements faits par les partis membres du monde entier lorsqu'ils accueillent des réunions du Conseil et d'autres rencontres, la somme globale est beaucoup plus élevée que le budget de l'Internationale.

Il a souligné le fait que quand le Secrétariat s'est installé à Londres 15 personnes étaient employées et actuellement le personnel de l'IS est réduit à seulement 5 personnes dont 3 seulement, incluant le Secrétaire Général, sont en charge de coordonner et d'exécuter les activités de l'Internationale.

Si nous voulons maintenir le même niveau d'efficacité et répondre à la demande croissante des partis membres, souligna-t-il, nous allons aussi avoir besoin de plus de liquidité. Il y a un besoin immédiat de remplir quatre postes basiques au Secrétariat.

Le SIFAC, informa-t-il, a pris une décision unanime pour élaborer et rendre publique la liste des partis membres qui ne sont pas à jour dans leur paiement de cotisations avant le prochain Conseil. Des sanctions ont aussi été prévues pour ceux qui sont en violation des statuts, dans le sens que ceux qui n'ont pas payé leur cotisation perdraient leur droit de parole et de vote. En accord avec les statuts, ceux qui n'ont pas payé pendant trois ans ou plus devraient faire face à une suspension ou une perte de la qualité de membre.

Il a lancé un appel au nom du SIFAC et de son Président Pertti Paasio, dirigé vers les membres des partis afin qu'ils prennent ces questions au sérieux.

Le SIFAC, continua-t-il, a préparé un budget de manière unanime pour 2010, définissant le niveau des contributions des membres conformément aux années précédentes. Une division du travail a aussi été approuvée entre les membres du SIFAC pour contacter les partis identifiés comme ayant des problèmes financiers afin de trouver une solution.

Le revenu prévu pour 2010 s'élève à 1 426 000 livres sterling et les dépenses en perspective sont calculées à 1 355 000 livres sterling. Cela requiert, souligna-t-il, que certaines activités, comparativement modestes, de collecte de fonds soient appliquées permettant aux individus de contribuer à un minimum de 100 dollars ou 60 livres sterling et un maximum de 5 000 dollars ou 3 000 livres sterling par an. Avec ces montants limités personne ne pourrait se voir dire d'avoir acheté une part de l'Internationale et les contributions seront faites de manière transparente où le nom des contributeurs et adresses seront enregistrés. L'idée est de monter un système où les contributions seront faites à travers le site web de l'Internationale et sur laquelle les visiteurs pourront utiliser leur carte de crédit.

En concluant son rapport il a remercié les membres du SIFAC et tous les autres pour leurs contributions constructives et souligna qu'afin de mettre fin à une situation difficile, tout le monde va devoir faire un effort pour remplir leurs obligations statutaires et payer leurs cotisations d'adhésion à temps.

Le Conseil a approuvé le rapport du SIFAC.

Rapport du Comité d'éthique de l'IS

Le Président du Comité d'éthique de l'Internationale Socialiste, Maurice Braud, France, PS, a rapporté sur la rencontre du Comité la veille du Conseil, où aucune recommandation immédiate n'a été faite quant à un changement de statut ou pour l'admission de nouveaux membres. Le Comité a cependant dans quelques cas suggéré une mission dans le pays impliqué avant une quelconque prise de décision.

En ce qui concerne la Bosnie Herzégovine il rappela que l'IS y a déjà envoyé une mission il y a de cela deux ans. Le Comité d'éthique a maintenant fait la recommandation qu'une autre mission y soit envoyée afin de se préparer à ce que des mesures potentiellement nécessaires soient prises.

Il expliqua qu'il y avait un nombre substantiel de demandes d'adhésion à l'Internationale Socialiste ou de changement de statut et le Comité a pour cela essayé d'organiser une réunion supplémentaire au cours du printemps 2010.

Le Comité, continua-t-il, a aussi fait la recommandation sur la définition d'une stratégie de développement pour l'Internationale, particulièrement pour les régions où l'Internationale n'a jusqu'à présent pas été très représentée. Le Comité a aussi discuté longuement sur les procédures futures et les méthodes de travail.

Après qu'un rapport fait par le Secrétaire Général de l'Internationale Socialiste des Femmes sur la situation des femmes et du droit des femmes dans le monde et particulièrement en Amérique latine et la région des Caraïbes, le Comité d'éthique avait fait la recommandation que le Présidium de l'IS discute de cette situation ce qui s'est finalement produit.

Paulo Jorge, Angola, MPLA, s'est chargé de la difficile situation au Sahara Occidental et a posé la question de l'actuel statut du Front Polisario.

Maurice Braud, France, PS, a informé que le Front Polisario a reçu le statut d'observateur lors du Congrès de l'Internationale Socialiste à Athènes.

Iqbal Jhazbay, Afrique du Sud, ANC, a informé que l'Union Africaine a reconnu le Sahara Occidental et qu'il y a peut-être une raison pour que l'IS considère un changement de statut du Front Polisario en tant que démonstration de solidarité avec sa recherche pour l'autodétermination.

La Vice-Présidente **Nouza Chekrouni**, Maroc, USFP, a souligné que les Nations Unies sont pleinement engagés dans un processus pour des solutions de négociation pacifique en ce qui concerne la situation du Sahara Occidental qui implique également le pays frontaliers. Elle a aussi dit qu'il n'existe pas d'Etat du Sahara Occidental internationalement reconnu. Elle a appelé l'IS de ne pas prendre de mesures qui mènent à des désaccords au sein de l'Internationale.

Le Secrétaire Général **Luis Ayala** a informé qu'avec la décision du Congrès d'Athènes de transférer un statut d'observateur au Front Polisario, le rôle de l'IS sur la question du Sahara Occidental a changé. En tant que parti observateur le Front Polisario ne participe pas seulement aux rencontres du Conseil de l'IS mais de même que l'USFP du Maroc, dans le Comité de l'Afrique de l'IS et la Comité Méditerranée de l'IS. Cela signifie qu'au sein de

l'Internationale il y a maintenant une plateforme commune très utile pour soulever cette question. L'IS soutient également des initiatives de l'ONU informa-t-il.

Ann Linde, Suède, SAP, a souligné que si le Front Polisario veut changer des on statut d'observateur à membre à part entière il lui appartient de faire les démarches nécessaires. Le Comité d'éthique en peut rien faire quant aux questions de statut sans candidature officielle.

Elle a de plus souligné que le Parti Social-Démocrate Suédois lors de son Congrès datant d'il y a deux semaines a adopté une position afin de reconnaître le Sahara Occidental entier comme un Etat, ainsi l'exemple suivant de l'Afrique du Sud et de 80 autres pays dans le monde.

Alexandre Tomov, Bulgarie, BSD, a insisté sur la situation compliquée dans son pays et a recommandé que l'Internationale discute en profondeur la situation de la région lors d'une future réunion du Comité.

Le Conseil a approuvé le rapport du Comité d'éthique de l'IS.

ASSURER LA DEMOCRATIE ET REAFFIRMER LES DROITS DES INDIVIDUS

Tony Raful, République dominicaine, PRD, souligna la longue tradition de son parti dans la lutte pour les droits démocratiques. Le PRD, dit-il, était aussi le parti qui a pris l'initiative de créer le Comité de l'IS sur l'Amérique latine et la Caraïbe.

C'était, continua-t-il, sous le leadership du docteur José Francisco Peña Gomez que la croisade a eu lieu pour établir une unité parmi les partis américains représentant les idées du Socialisme démocratique pendant la période des dictatures militaires et l'inobservation des droits de l'Homme et des libertés dans la plupart des pays de la pointe sud et d'Amérique centrale. Il s'agissait des années de violente confrontation et de résistance avec un grand besoin pour la solidarité démocratique.

En République dominicaine, dit-il, la démocratie qui a été mise en place en 1963 après la chute de la dictature Trujillo a été interrompue par l'invasion américaine en 1965. Les années suivantes ont été très difficiles pour le PRD avec de grandes contradictions internes, particulièrement sur les questions de démocratie qui finalement menèrent à une division du parti quand son leader originel Juan Bosch a quitté et fondé un nouveau parti, le PLD.

Lorsque le PRD sous José Francisco Peña a rejoint l'Internationale Socialiste cela représentait une affiliation à une famille et un réseau de forces démocratiques luttant pour la liberté et la justice sociale. Et lorsque des tentatives ont été faites d'empêcher la victoire électorale du PRD en 1978 par le moyen de l'arrêt des calculs des votes par l'intervention militaire, une vague de télégrammes et d'autres expressions de solidarité à destination du peuple dominicain a demandé la reconnaissance de la victoire du PRD. C'était tellement impressionnant que même le président de la république a dit qu'il était bouleversé par le seul nombre de télégrammes et d'autres expressions de solidarité avec le PRD du monde entier et spécialement de la part des membres de l'Internationale Socialiste. C'était là une grande victoire pour le PRD et José Francisco Peña Gomez qui mena également à des réformes constitutionnelles.

Depuis lors, continua-t-il, de grands changements ont eu lieu dans le monde. Le mur de Berlin est tombé mais d'autres murs se sont érigés au Moyen-Orient. Sur la frontière du Mexique le mur de la honte essaie en vain d'arrêter des travailleurs mexicains de partir à la recherche de meilleures conditions de vie. Nous avons aussi les crimes contre les droits de l'Homme à Guantanamo, la course à l'armement en Amérique latine et le drame du peuple haïtien.

Jamais auparavant, souligna-t-il, le rôle de l'Internationale Socialiste dans la formation d'un monde meilleur n'était plus important. Ceci n'est peut-être pas le meilleur des mondes mais c'est le seul monde réel que nous ayons et nous pouvons le rendre meilleur à l'aide de réformes substantielles.

Le Conseil, dit-il, a perpétré un examen critique sur la crise mondiale et a dit que l'année 2009 a confirmé que le néolibéralisme et le capitalisme de casino ne fonctionnent pas ou ne répondent pas aux besoins des individus. La réelle alternative sont les politiques social-démocrates et la justice sociale, la cohésion sociale, les garanties sociales, le développement vert, les investissements dans l'éducation et l'énergie alternative, comme formulé dans les projets de déclaration du Conseil de Saint Domingue. L'Internationale Socialiste a aussi insisté sur l'importance du dialogue et de la coopération entre les cultures qui défendent les droits de l'Homme universels.

Le PRD, continua-t-il, est actuellement dans un moment crucial et décisif de son histoire politique. Le parti sous le leadership de Miguel Vargas Maldonado essaie de développer et de moderniser ses politiques et critères basés sur les idées et principes de la social démocratie et avec la perspective viable de gagner les élections présidentielles en 2012.

Finalement, il souligna que José Francisco Peña aurait pris un grand plaisir à ce Conseil.

Ahmed Ould Daddah, Mauritanie, RFD, a félicité Georges Papandréou et la Grèce pour sa victoire électorale du PASOK. Il a aussi félicité Luis Ayala pour ses efforts de renforcer la présence de l'Internationale Socialiste dans l'arène international. Il a remercié le parti hôte, le PRD, pour son accueil chaleureux.

Il a souligné que la démocratie est le seul cadre possible pour la dignité humaine et le respect pour les droits de l'Homme et la liberté, une nutrition décente, des vêtements, un toit, une éducation décente et un emploi – des valeurs essentielles de la social démocratie.

Dans une démocratie, continua-t-il, la légitimité peut seulement venir du peuple et non de groupes armés, de partis individuels ou de tyrans. Dans une démocratie il doit y avoir une liberté de parole et de critique et la liberté de la presse et une séparation entre le pouvoir législatif, l'exécutif et le pouvoir judiciaire. La justice doit être indépendante et il doit y avoir un égal accès aux services publics.

Dans une démocratie, souligna-t-il, il doit y avoir des élections libres, justes et transparentes. Toutefois, la question est de savoir quel rôle joue la monnaie dans les campagnes électorales. La thématique ici est de savoir si une personne pauvre peut ou non avoir les mêmes chances que ceux qui ont un accès à de grandes fortunes ; et la question est donc de savoir quelle est la différence entre les partis avec des ressources limitées et ceux qui sont soutenus par un grand capital lorsqu'il s'agit de réaliser leurs visions d'une future société.

L'Internationale Socialiste, dit-il, doit prendre une position claire concernant ces problèmes.

Les partis membres de l'Internationale Socialiste, continua-t-il, oublient parfois leurs valeurs socialistes et la solidarité quand ils arrivent au pouvoir. Nous vivons en ce moment un grand nombre de défis et nous sommes responsables envers nos citoyens et le monde de ce que nous faisons ou ce que nous ne faisons pas.

Nous, sociaux-démocrates devons au moins être capables de soutenir que nous avons utilisé toutes les forces qui étaient en notre pouvoir, conclua-t-il.

Le Président a remercié Ahmed Ould Daddah pour son engagement tout au long de sa vie pour la démocratie, pour lequel il a aussi été mis en prison. Il a promis la solidarité continue de l'Internationale Socialiste dans la lutte pour la démocratie en Mauritanie.

Henry Ramos, Venezuela, AD, a souligné que les thèmes du Conseil ont une signification toute nouvelle au vu des actuelles situations dans le monde. Nous avons entendu parler de la Palestine, dit-il, et nous avons aussi le cas du Venezuela.

Il n'y a pas de doute, continua-t-il, que la seule façon pour nous sociaux-démocrates d'atteindre nos buts essentiels est la paix et le rejet de toute les formes de guerre, du militarisme et de la course à l'armement.

En Amérique latine, 250 millions de personnes pauvres et de démunies vivent dans des conditions terribles alors que 50 000 millions de dollars sont dépensés dans l'armement chaque année. Et son pays, le Venezuela, est aux devants de cette folie.

Le gouvernement du Venezuela, dit-il, est légitime mais il est aussi l'auteur d'actions qui sont en-dehors de la légitimité. Il ne s'agit pas d'une dictature mais ce n'est pas une véritable démocratie non plus. Le président Chávez ne respecte pas la constitution, dit-il, il va au-delà de la volonté publique exprimée à travers le referendum et il est même parvenu à dépasser l'assemblée législative en gagnant le droit de dicter son propre code pénal et civil. La séparation constitutionnelle du pouvoir a complètement disparu et il n'y a pas de recours publics formés pour demander le respect de la constitution.

Le Venezuela, continua-t-il, a toujours été depuis sa libération en 1823 un pays paisible. C'était un pays qui a reçu un grand nombre de réfugiés et un pays sans persécutions racistes. L'actuel gouvernement émet constamment des commentaires racistes, antisémites et antireligieux. Le président Chávez a aussi ouvertement utilisé le pétrole comme instrument de pression.

Pendant le gouvernement de Chávez, le Venezuela a eu des problèmes d'une intensité variable avec les Etats-Unis, la Colombie, le Pérou, le Chili, le Salvador, le Guatemala, le Honduras, le Nicaragua, la Bolivie, la République dominicaine, le Mexique, le Panama, le Costa Rica, l'Equateur, l'Argentine, l'Uruguay, l'Organisation des Etats Américains, OEA, la Commission Interaméricaine des droits de l'Homme-CIADH, la Cour Interaméricaine des droits de l'Homme, le Vatican, l'Espagne, l'Allemagne, les Nations Unies et d'autres. Et en même temps le Venezuela maintient des relations privilégiées avec l'Iran, la Corée du Nord, le Zimbabwe, le Belarus, la Libye, le Botswana et avec quelques dictatures en Afrique, Cuba, le Nicaragua et la Bolivie qui reçoivent du pétrole du Venezuela. Le Venezuela reçoit également des armes sophistiquées de Russie.

Le plus sérieux toutefois est que le gouvernement vénézuélien prend des actions qui pourraient mener à une confrontation armée avec la Colombie voisine qui a dénoncé les risques présentés par la mobilisation militaire vénézuélienne à sa frontière.

Au Venezuela, informa-t-il, il y a aussi des prisonniers politiques, parmi eux les sociaux-démocrates et les journalistes. A présent, 16 étudiants font une grève de la faim demandant l'acceptation de la mission de la part de la Commission interaméricaine des Droits de l'Homme-CIADH.

Nous, les Vénézuéliens, nous ne souhaitons pas la guerre et de surcroît en aucun cas contre nos frères colombiens. Ce qui a jusqu'à présent entravé cette guerre est le fait que le peuple vénézuélien la rejette totalement. Nous réitérons notre appel à destination de l'Internationale Socialiste d'accorder une attention particulière au cas du Venezuela qui est devenu un problème pour le continent d'Amérique latine toute entière, conclua-t-il.

Rubén Berríos, Porto Rico, PIP, a rappelé comment José Francisco Peña Gómez, a depuis 1975, contribué à faire de cette affaire concernant la dernière colonie dans le monde, le Puerto Rico, une thématique pour l'Amérique latine entière.

Il a aussi exprimé l'espoir d'un soutien de la part de tous les membres de l'Internationale Socialiste en faveur d'une recommandation envisagée par le Comité spécial des Nations Unies sur la décolonisation que le cas de la colonie du Porto Rico soit discuté devant l'Assemblée générale.

Au vu des événements au Honduras, insista-t-il, il y avait eu un besoin urgent de prendre des mesures appropriées ainsi que quelque chose de cette nature ne puisse se reproduire. Aucun gouvernement démocratique en Amérique latine ne peut se sentir en sécurité jusqu'à ce que la question du Honduras ne soit résolue. Ici l'Internationale doit adresser un message clair contre tout comportement putchiste.

Le colonialisme et les coup d'états doivent clairement être rejetés comme étant une négation directe de la démocratie, conclua-t-il.

Maria Xosé Porteiro, Espagne, PSOE, a soulevé que plus de démocratie signifie plus de citoyenneté et une citoyenneté améliorée à un niveau mondial et nous devons voir comment nous devons avancer les formes de démocratie qui sont complémentaires à la démocratie formelle, avec l'objectif d'un bien être général et une dignité pour tous les individus. Dans le nouveau contexte international mondial nous avons aussi besoin d'une démocratie à l'échelle mondiale et d'une participation mondiale.

Tout cela, continua-t-elle, est une nouvelle confirmation de notre engagement pour le progrès en termes de des droits de l'Homme, sociaux et civils. Nous avons besoin de prendre des mesures pour plus de transparence, contre la corruption et pour une société civile organisée librement basée sur le dialogue, le respect des opinions contraires et la quête du consensus et de la cohésion sociale ainsi que la défense permanente des libertés civiles. Nous avons également besoin d'assurer les services sociaux de base comme l'éducation, le logement, la santé et une plus grande attention aux plus vulnérables et aux plus nécessiteux. Dans cette démocratie, souligna-t-elle, les citoyens doivent assumer leur responsabilité et adhérer eux-mêmes aux valeurs dont ils exigent l'application de la part des gouvernements et des leaders.

Les pays avec une démocratie consolidée doivent aider les autres avec des sociétés plus fragiles sur leur chemin vers la démocratie. L'assistance au développement est un instrument utile et l'Espagne, malgré la crise, allouée à 0,51% de son budget au développement de la coopération.

Nous devons, continua-t-elle, interpréter à nouveau le concept de la globalisation de manière positive, s'éloignant d'une mondialisation centrée uniquement sur les marchés pour se rapprocher de la globalisation de la justice sociale et la solidarité mondiale. Nous devons aussi saisir la chance de la crise pour former un nouvel ordre mondial où la solidarité mondiale est part d'un ordre du jour des gouvernements et organisations internationales et travailler pour un multilatéralisme plus efficace, impliquant les pays émergents dans les solutions.

Les socialistes espagnols considèrent que nous ne pouvons accepter aucun mouvement en arrière en matière de droits sociaux, seulement un mouvement vers l'avant. Nous ne pouvons renoncer à aucun progrès social. Le concept de durabilité appliqué au développement économique doit être étendu pour inclure la durabilité sociale, qui mène aussi à accroître la stabilité sociale.

Nous ne pouvons accepter, souligna-t-elle, aucun mouvement en arrière pour ce qui est des questions relatives à l'équité homme-femme. En Espagne nous avons fait un long chemin dans les trente dernières années suivant les quarante ans de dictature où de nombreux progrès acquis pendant la république ont été abolis.

C'était aussi durant le gouvernement socialiste dans les années 1980 que nous avons regagné le droit au divorce et nous avons aussi mis sur pied la première loi sur l'interruption volontaire de grossesse. Cette loi a été approuvée après plus de vingt cinq ans de discussions animées et à présent, 20 ans plus tard, nous discutons d'une nouvelle loi avec de nouveaux droits étendus pour les femmes et les hommes concernant la reproduction et vie sexuelle. Il est important de noter que l'Espagne est un pays catholique et même si nous respectons la religion, nous sentons également que les normes qui gouvernent notre société ne peuvent être confessionnelles.

Il est aussi intéressant de noter, dit-elle, que ceux qui ont critiqué la première loi n'ont rien changé quand ils étaient au gouvernement et il sera de même avec cette nouvelle législation.

Les mêmes questions, continua-t-elle, ont été soulevées hier par notre camarade de l'Internationale Socialiste des Femmes, et le PSOE souhaite remercier l'ISF pour ses efforts. Nous soutenons également la résolution de l'ISF qui pour des raisons formelles n'a pas pu être incluse au présent débat.

Elle a finalement suggéré qu'un amendement soit inclus dans un projet de déclaration pour assurer la démocratie et réaffirmer le droit des individus comme suit : « en effet, une démocratie sans ce contenu, qui est intrinsèque aux droits fondamentaux de l'Homme, n'est rien d'autre qu'une illusion de la liberté ».

Notre engagement est de faire avancer la cause de la démocratie dans le monde, de contribuer à l'extension de la gouvernance démocratique basée sur un système de normes et de garanties d'une démocratie substantielle-une démocratie pour des citoyens avec des droits politiques, de l'Homme, sociaux, économiques, culturels et environnementaux.

Nous désirons travailler pour la consolidation de démocraties dans les pays qui sont récemment parvenus à un tel système politique, qui favorise des politiques internationales actives et efficaces de coopération internationale. Nous croyons au changement de l'actuelle crise financière mondiale en une chance pour la solidarité mondiale comme une conséquence du mouvement de la nouvelle gouvernance mondiale à un nouveau cadre pour les relations internationales où les pays émergents et les nouvelles puissances régionales ont leur rôle jouer. Nous affirmons le besoin pour consolider le droit des citoyens et les efforts vers son extension, en luttant contre toute sorte de régression.

Felipe Mujica, Venezuela, MAS, a souligné que le thème de la démocratie est permanent et central au sein de l'Internationale Socialiste et de tous les partis sociaux-démocrates et date de la distinction historique entre le socialisme autoritaire et démocratique.

Il y a eu des discussions, continua-t-il, à un niveau plus général en conformité avec la charte éthique de l'Internationale Socialiste, que les sociaux démocrates poursuivent des institutions démocratiques et des solutions ainsi qu'une croissance économique en faveur des plus vulnérables au sein de la société. Mais il y avait aussi des discussions sur les différentes conditions pour la démocratie dans différentes parts du monde. Ça n'est pas pareil de parler de la démocratie dans l'Union européenne et de démocratie en Afrique ou en Amérique latine. C'est dans ce contexte que tombe la discussion actuelle sur la situation au Venezuela.

La discussion sur le Venezuela au sein de l'Internationale Socialiste a débutée plus ou moins immédiatement après l'élection de Hugo Chávez, dit-il, et les partis membres vénézuéliens et autres ont continuellement rapporté sur ces développements. Nous avons averti du risque de l'autoritarisme et de politiques menant aux limitations graduelles de l'espace démocratique au sein de la société vénézuélienne. Nous avons aussi averti des développements ultérieurs, que les gouvernements ne respecteraient pas les élections régionales et locales, que les protestations contre le gouvernement seraient criminalisées et qu'il y aurait des prisonniers politiques.

Le Venezuela, poursuivit-il, a un gouvernement élu démocratiquement qui à travers ses actions s'est graduellement transformé en un régime autoritaire. A présent nous vivons une situation de terrorisme d'Etat, où toutes les institutions politiques ont ouvertement habituées à diminuer les droits politiques, économiques et sociaux des citoyens et leur droit à la participation.

Maintenant, souligna-t-il, dix mois avant les prochaines élections un nouveau système de majorité électorale a été approuvé qui pourrait mener à 51% des votes, et 80% des mandats parlementaires pourraient être gagnés. Toutefois, souligna-t-il, l'opposition vénézuélienne est déterminée à chercher une solution démocratique à la situation.

Les risques d'un conflit armé entre le Venezuela et la Colombie dépendent prioritairement de la question si dans les sondages politiques avant les élections Hugo Chávez doit faire face à des chiffres négatifs. Il pourrait très bien essayer d'utiliser la guerre et le patriotisme en sa faveur.

Nous sommes conscients que la solution à ces problèmes du Venezuela doit prioritairement être une matière à laquelle doivent s'atteler les vénézuéliens mais nous avons également

besoin du soutien de l'Internationale Socialiste et de ses organisations membres, conclua-t-il.

La Vice-président de l'IS, **Mirjana Ferić-Vac**, Croatie, SDP, a remercié le PRD et son organisation des femmes d'accueillir la réunion du Conseil de l'Internationale Socialiste et de l'Internationale Socialiste des femmes. Elle a remercié Papandréou pour sa victoire politique, en soulignant l'importance pour les pays dans la région des Balkans d'avoir des partenaires pour lesquels la démocratie représente un engagement.

Jusqu'à présent, continua-t-il, des millions de personnes sont mortes et sont toujours en train de mourir pour la démocratie et la paix, et notre rôle est de ne pas laisser cette lutte finir aux oubliettes.

Différentes formes du néolibéralisme, dit-elle, se sont infiltrées dans nos partis. En Croatie le libéralisme était peut être même une bonne chose en tant qu'instrument lorsqu'il a permis la fin du système à parti unique. Mais le libéralisme ne devrait pas être autorisé à tout réduire aux biens et aux marchés. Les piliers de la démocratie sont les droits de l'Homme et ils ne sont pas objet de négociations et l'être humain ne peut être vendu.

La démocratie, souligna-t-elle, est le dénominateur commun de tous les sujets discutés lors de la rencontre du Conseil et nous avons particulièrement besoin de démocratie pour répondre aux inégalités.

Un aspect spécial pour les sociaux-démocrates, continua-t-elle, est le droit à l'égal accès à l'éducation basée sur des valeurs démocratiques. Un moyen d'y parvenir est la chance à l'apprentissage tout au long de la vie sans oublier la possibilité au reconversion pour ceux qui ont perdu leur travail.

La démocratie, insista-t-elle, ne saurait être accomplie sans système de santé accessible à tous.

Lorsque nous parlons d'armes nucléaires, dit-elle, cela est intrinsèquement lié au droit à la vie sans peur d'une potentielle menace de guerre. Tout à l'heure, nous avons rendu honneur au jour contre la violence et pour nous en Croatie avec la récente expérience de la guerre à laquelle a fait face ce pays, les inquiétudes sur la violence sont aussi un trait caractéristique pour la démocratie. Lorsque nous nous intéressons aux économies en voie de développement, telles que la Chine, nous ne devons pas négliger l'influence possible sur les droits de l'Homme.

Il est évident, conclua-t-elle, que lorsque nous sommes dans l'opposition nous voulons des élections justes et libres où les individus peuvent décider de changer de gouvernement. Mais pour maintenir la continuité démocratique nous ne devons pas oublier ceci quand nous sommes au pouvoir.

Mario Nalpatián, Arménie, ARF Parti Socialiste, a insisté sur le fait que la victoire électorale de Georges Papandréou signifie également une expansion et visibilité de nos thèmes et valeurs sociales démocrates.

Nous discutons de démocratie, dit-il, face à la crise financière où, en tant qu'organisation, nous essayons de présenter une image de l'impact possible, basé sur les valeurs et principes et non sur l'intérêt personnels et nationaliste.

En Amérique latine aujourd'hui, souligna-t-il, nous avons une situation sans précédent, pratiquement sans dictatures militaires et avec des démocraties pratiquement partout sur le continent. Mais tandis que la plupart des pays sont progressistes avec une pauvreté en diminution, nous avons aussi des situations où les progressistes se tournent vers le populisme, ce qui se manifeste par une liberté réduite et par un accroissement de la pauvreté.

Pendant la crise financière, continua-t-il, il a été dit que la politique de solidarité doit être remplacée par des logiques de marché de casino. Malheureusement les citoyens ne nous ont pas suivis et dans certains endroits où nous avons pensé que la démocratie est stable, l'extrême droite a gagné les élections.

Dans l'ex Union soviétique, dit-il, nous ne pouvons nous contenter de regarder l'impact de la crise financière. Nous devons aussi nous intéresser à la manière dont les tensions et l'insécurité issus de conflits réémergents causent des retards dans l'application des droits de l'Homme fondamentaux. En tant que membres de l'Internationale Socialiste nous devons rejeter et condamner ces développements. Là où nous avons récemment vu émerger des politiques d'inclusion, insista-t-il, nous pouvons à présent souvent observer un processus d'exclusion grandissant de certains groupes et individus mais plus sérieusement encore, comme dans le cas de l'Arménie, contre des nations entières. Dans la région du Caucase, ce pays est expressément exclu d'un certain nombre de projets extra-structurels.

Cette situation vulnérable a forcé le président arménien à signer des protocoles avec la Turquie qui inclut des concessions inacceptables pour les Arméniens. Nous souhaitons briser la blocade turque à la frontière arménienne et ouvrir les relations diplomatiques avec la Turquie mais pas au prix du statu quo et de la non-reconnaissance du génocide commis à l'encontre du peuple arménien, conclua-t-il.

La Vice-Présidente de l'IS, Chantal Kambiwa, Cameroun, SDF, a insisté sur le fait que le succès de Georges Papandréou n'était pas seulement une victoire mais aussi un signe d'espoir pour tous les Africains et partis membres africains de l'Internationale Socialiste des femmes et de l'Internationale Socialiste.

Toutefois il était difficile, continua-t-elle, pour moi, d'origine africaine et d'autant plus en tant que *femme* africaine, de parler de démocratie et des droits des individus puisqu'ils ne sont toujours pas une réalité pour moi. Malheureusement, il y a encore certaines personnes qui espèrent rester au pouvoir à tout prix.

La démocratie, souligna-t-elle, est toujours en danger en Afrique à cause d'élections manipulées, non-libres et non-transparentes. Il y a également ceux qui espèrent faire cesser tout dialogue à travers l'emploi de la force militaire. Nous devons tous travailler ensemble pour la paix sans quoi rien n'est possible. Mais la paix doit être plus que l'absence de guerre.

Comment pouvons nous vivre en paix, dit-elle, lorsque plus de la moitié de la population en Afrique n'est pas prise en considération et que les femmes sont exposées à de multiples types de violence ?

Comment pouvons nous vivre en paix, dit-elle, lorsque nous savons que nous risquons nos vies quand nous donnons naissance, à cause d'un manque d'équipement adéquat dans les hôpitaux ou parce que la dernière sage-femme du village a pris le chemin de l'immigration ?

La présence de femmes dans les instances de prise de décision dans nos pays est un autre problème mais cela est aussi le cas pour les partis membres de l'Internationale Socialiste.

Il est important, continua-t-elle, que nous travaillions ensemble afin de promouvoir une réelle culture de la démocratie et pour renforcer les droits des individus, y compris au sein des partis membres de l'Internationale Socialiste.

Pour promouvoir cela il est important que nous gardions l'esprit de solidarité dans l'Internationale Socialiste, conclua-t-elle.

Abdollahi Khosrow, Iran, PDKI, a souligné que le régime des mollahs en Iran continue sans cesse sa répression brutale et son utilisation d'armes à l'encontre des manifestations pacifiques avec des arrêts collectifs, des emprisonnements, des cas de torture, de viol, de procès pour l'exemple et de fermeture et monopolisation des media et des moyens modernes de communication.

Dans les parties kurdes d'Iran, continua-t-il, cette répression est particulièrement sévère et dans les derniers trois mois, les forces de sécurité du régime ont tué soixante kurdes civils et blessé 28 kurdes civils supplémentaires. Quatre vingt activistes des droits de l'Homme ont été arrêtés sous des accusations fictives sur les activités contre la sécurité d'Etat et l'intégrité de la nation. Nous voyons des condamnations de prison pour jusqu'à trente ans. Depuis août 2009, cinq prisonniers kurdes ont été exécutés et huit autres kurdes, parmi eux une femme ont été condamnés à mort et sont dans l'attente de leur exécution.

La campagne de terreur, souligna-t-il, contre tous les groupes ethniques iraniens dépasse tous les commentaires mais ne doit pas briser les aspirations pour la liberté et la démocratie.

Un changement positif dans la réalité politique en Iran, souligna-t-il, va influencer sur la situation géopolitique dans l'ensemble de la région du Proche et du Moyen-Orient, mais les aspirations pour le changement doivent se faire sous le signe de la solidarité de la part des forces démocratiques et progressives du monde entier.

Les Iraniens, et particulièrement les kurdes, comptent sur l'Internationale Socialiste pour l'espoir et l'expression de solidarité. Il y a également un projet de déclaration que j'espère voir adopté, conclua-t-il.

Sadi Pire, Irak, PUK, a transmis le bonjour du Secrétaire Général du PUK et Président, Jalal Talabani, tout en souhaitant à tout le monde une réunion du Conseil réussie.

En ce moment, continua-t-il, l'Irak se prépare à des élections parlementaires, qui vont être tenues d'une manière nouvelle, différente. Le système électoral a été changé d'un système à listes figées où les électeurs ont prioritairement voté pour des partis politiques à un système de liste ouverte plus transparente où l'électorat peut voter pour des candidats politiques individuels.

Aujourd'hui, dit-il, l'environnement politique en Irak fait des progrès, laissant derrière lui le sectarisme. L'Irak est toutefois toujours engagé dans la guerre contre le terrorisme et des éléments antidémocratiques qui continuent à chercher à détruire le pays. Mais leurs efforts seront vains puisque le peuple irakien veut garder les réformes démocratiques acquises depuis 2003. L'Irak est maintenant un pays constitutionnel.

L'Irak, continua-t-il, n'est plus longtemps une menace pour ses voisins, ou pour la région et malgré la persistance des problèmes de sécurité, la communauté internationale considère l'Irak comme un terrain d'investissement. La région kurde est la région fédérale qui est devenue une porte d'entrée pour les investissements sûrs pour des centaines de compagnies étrangères.

Nous appelons à ce que nos amis de l'Internationale Socialiste poussent les pays à venir en Irak et à utiliser ses opportunités en matière d'investissement.

Aujourd'hui, souligna-t-il, l'Irak est libre de la dictature et les gens sont capables de décider de leur propre destinée. Le PUK était l'un des partis qui participèrent à la création et au développement du nouveau progrès démocratique en Irak, dit-il, et dans la région du Kurdistan le PUK promeut la politique social démocratique.

Nous sommes fiers d'être membres de cette famille démocratique socialiste. Jalal Talabani est Vice-Président de l'IS et il est aussi en ce moment Président de la République d'Irak et les citoyens ont une grande confiance en sa capacité afin de raffermir les relations internationales d'Irak.

Maria Jonas, Autriche, SPÖ, a remercié le Secrétaire Général pour l'initiative de rendre hommage aux sœurs Miraval en observant une minute de silence.

De même, nous ne devrions pas oublier, continua-t-elle, la solidarité envers San Suu Kyi dans l'espoir qu'elle soit rapidement libérée. Les discussions récentes qu'ont eu les médiateurs avec les militaires pourraient non seulement en fin de compte mener à la libération de San Suu Kyi mais aussi à la chute d'une autre dictature militaire. Un message pourrait être envoyé de la part de la réunion du Conseil réitérant notre soutien continu, exprimant notre confiance que San Suu Kyi, dans un futur proche, sera avec nous en personne et non seulement dans nos pensées.

Il a été unanimement décidé que le Président Georges Papandréou et le Secrétaire Général Luis Ayala enverraient un message au nom de la réunion du Conseil.

Abdres Paéz, Equateur, PID, a dénoncé la nouvelle législation en Equateur sur l'eau qui implique la confiscation de la propriété privée et d'entreprises utilisant de l'eau thermique.

Il a de plus dénoncé la loi sur la communication qui ne criminalise pas seulement le journalisme mais est aussi une tentative de mettre fin à la presse libre.

Tout cela continua-t-il, a été fait sous le logo « Socialisme 21 », qui n'a rien à voir avec la social démocratie qui soutient les principes de liberté. Pour nous toute sorte d'abus de liberté est contraire à ce que représente le socialisme.

Au nom de ce parti, il a finalement lancé un appel à la communauté internationale pour unir les forces contre ces slogans qui essaient de cacher les tentatives de fragilisation de la démocratie en Equateur. Personne ne devrait penser que le logo « Socialisme 21 » est en rapport avec la social-démocratie, dit-il.

Enoé Uranga Muñoz, Mexique, PRD, a dénoncé les attaques contre le droit des femmes en Amérique latine, dont les forces réactionnaires se sont rendues coupables tout comme les

églises, spécialement l'église catholique, - des attaques qui sont partie d'une action stratégique contre les forces de gauche.

Malheureusement, continua-t-elle, cela signifie également le retour de la droite de la manière la pire envisageable, sous le couvert de la prétendue social-démocratie. Les partis membres de l'Internationale Socialiste ont initié et participé dans ces agressions où les femmes sont criminalisées et parfois persécutées uniquement pour leur engagement féministe.

Ces problèmes, souligna-t-elle, n'existent pas seulement en Amérique latine mais aussi en Afrique et en Asie.

Cela, dit-elle, est une attaque directe envers les femmes les plus pauvres et les plus vulnérables dans le but de prendre le contrôle sur elles et sur leurs corps. Les femmes de la bourgeoisie, des femmes de fonctionnaires de droite également, ont toujours un accès à l'avortement sûr.

Le Conseil, demanda-t-elle, doit prendre note de ce qu'il se passe au sein de sa propre organisation en violation de sa Charte éthique. Il doit faire un suivi actif et par la suite prendre des mesures appropriées. Si nous perdons de vue notre idéologie nous perdons tout.

Fin des discussions sur la démocratie.

Rapport du Secrétaire Général

Le Secrétaire Général **Luis Ayala** souligna que les délibérations du Conseil reflètent les activités récentes de l'Internationale Socialiste.

Il a dit qu'il se sentait fier que la Commission de l'IS pour une Société Mondiale Durable a réussi pendant ses deux années de travail intense en faveur d'alternatives pertinentes et de l'établissement de l'autorité, de la légitimité et de la visibilité nécessaires pour trouver des réponses aux points d'affrontement.

La Commission a connu un certain nombre de rencontres rassemblant des leaders dans toutes les parties du monde et aux Nations Unies. Elle a apporté de nouveaux concepts dans les débats comme « la justice climatique » et a créé une vision d'une société à faible teneur en carbone et une position commune sur l'utilisation de la force nucléaire.

La Commission a créé une base pour Copenhague. Et indépendamment de l'issue de la conférence de Copenhague la Commission détiendra un mandat pour continuer son travail vers un protocole post-Kyoto.

Après Copenhague, une rencontre de la Commission de l'IS pour une Société Mondiale Durable est prévue à Mexico.

La Commission de l'IS sur les questions financières globales a commencé ses activités à Vienne et s'est réunie deux fois depuis à New York et maintenant à Saint Domingue. Elle se rassemblera encore en 2010 avant le Sommet du G20.

Il y a un engagement d'envoyer une mission au Venezuela. L'IS va également suivre les développements en Côte d'Ivoire et envoyer des observateurs pour les élections qui vont s'y tenir et elle s'est aussi engagée de suivre le processus électoral en Palestine. La mission qui s'est rendue au Venezuela, mise sur pied dans des rencontres préalables, va visiter ce pays en début de 2010. L'IS va également suivre les développements en Côte d'Ivoire et envoyer des observateurs aux prochaines élections et il a souligné l'engagement de l'IS de suivre le processus électoral en Palestine.

Les réunions des Comités régionaux de l'IS, tels que celle d'octobre du Comité Méditerranée de l'IS à Barcelone, sont essentielles afin de pouvoir élaborer des positions communes sur des questions difficiles et compliquées, par exemple au Sahara Occidental. Pour la première partie de l'année prochaine une rencontre de Comité de l'IS pour l'Amérique latine et la Caraïbe est planifiée pour Buenos Aires et en concordance avec la présidente du parlement autrichien, Barbara Prammer, une rencontre du Comité de l'IS sur la cohésion sociale, la pauvreté et le VIH/SIDA est programmé se tenir au Ghana. Une rencontre du Comité de l'IS sur l'Asie et le Pacifique est aussi envisagée tout comme des réunions d'autres Comités régionaux comme ceux de la Méditerranée, de l'Europe du Sud Est et sur le CEI, Caucase et la Mer Noire.

Le Comité de l'IS sur le désarmement qui se réunira à New York en novembre se retrouvera à nouveau pour discuter en particulier de la question des armes légères et à petit calibre.

Le Comité de l'IS sur la Politique Economique, le Travail et les Ressources Nationales présidé par Christoph Zöpel, poursuivra son travail et sa prochaine réunion est prévue pour avant le prochain Conseil en Russie, accueilli par nos membres, Une Russie Juste.

La Comité de l'IS sur les Migrations poursuivra son travail sous la présidence d'Amalía García Medina, PRD, Mexique. Une rencontre est prévue pour 2010.

La prochaine rencontre du Conseil devrait avoir lieu dans 6 mois, si possible en mai ou juin 2010 et celui d'après en novembre. Pour les lieux de ces rencontres, il y a eu plusieurs suggestions et après consultation au sein du Présidium le lieu pour la prochaine réunion va être décidé.

Concernant le Honduras, continua-t-il, l'IS a pris une position claire lors du Conseil de Monténégro. Au Honduras, l'accord avec l'OEA n'a pas été respecté et les élections sont censées avoir lieu le 29 novembre, sans réinstauration préalable des corps constitutionnels. Cette situation est très inquiétante pour l'ensemble des démocrates. En conformité avec ce qui a été décidé à Budva, le Président de l'IS et le Secrétaire Général suivront la situation au Honduras au nom de l'organisation.

Le Président de l'IS et son Secrétaire Général vont également envoyer un message au Front large en Uruguay, lui souhaitant du succès aux élections qui se tiendront le 29 novembre.

Conformément avec ce qui a été discuté au Guatemala, le Comité va continuer à agir sur la question du Porto Rico.

Concernant les règles de procédure approuvées lors de la rencontre de Budva, celles-ci ont déjà contribué à guider de manière positive le travail de notre Internationale. Le secrétariat reçoit des suggestions et contributions pour la version finale des règles.

Il a conclu en rapportant que le jour avant l'ouverture du Conseil, il a tenu un discours magistral à l'université de Saint Domingue, une université qu'il a d'abord visitée en tant que jeune étudiant pendant la dictature au Chili. C'était l'histoire d'une longue relation entre la République dominicaine et le PRD, qu'il a une fois de plus remercié pour leur chaleureuse hospitalité en accueillant la réunion du Conseil.

L'Adoption de documents et de résolutions du Conseil

La déclaration *Pour un « New Deal » avec la nature et un nouvel accord à Copenhague* a été adoptée

La résolution *Les défis du développement mondial à la fin de l'année 2009 et les perspectives pour 2010 - les dimensions économique, sociale, environnementale et culturelle* a été adoptée

La Déclaration *Travailler vers un monde libre d'armes nucléaires et pour un contrôle des armes* a été adoptée

La Déclaration *Assurer la démocratie et réaffirmer le droit des individus* a été adoptée

La *Résolution sur le Moyen-Orient* a été adoptée

Le projet de *résolution sur l'Iran* a été lu devant le Conseil et adopté

La résolution sur le Sahara Occidental, décidée par le Comité Méditerranée de l'IS en octobre 2009 à Barcelone, a été approuvée par le Conseil

Clôture

Miguel Vargas Maldonado, Leader du parti hôte, le Parti révolutionnaire dominicain, PRD, a remercié le Conseil pour son élection comme Vice-Président de l'Internationale Socialiste et pour le fait que l'Internationale a choisi Saint Domingue comme le lieu pour la réunion du Conseil.

Le PRD, continua-t-il, a traversé une période de consolidation avec la chance de progrès dans les élections parlementaires et municipales en 2010 et une victoire dans les élections de 2012.

Nous avons de l'espoir de regagner le pouvoir et à ce moment là nous serons capables de réaliser les concepts sociaux démocratiques de l'égalité et de la justice sociale, en renforçant les droits de l'Homme sans oublier le droit des femmes et leur possibilité à la participation, dit-il.

Merci à tous d'être venus, conclua-t-il, et nous espérons que vous vous êtes tous senti bien en République dominicaine.

Le président **George Papandréou** a remercié le PRD pour son hospitalité, exprimant l'espoir que la présence de l'Internationale a toujours représenté un soutien dans leur lutte en

République dominicaine pour la démocratie et la justice sociale. Il a souhaité le meilleur au PRD, bonne chance et beaucoup de succès pour les prochaines élections.

Il a remercié encore une fois tous ceux qui l'ont félicité pour sa victoire électorale. Il a souligné que c'est un grand honneur d'être le Président de l'Internationale Socialiste et qu'il va continuer ses efforts pour renforcer l'Internationale, et a espéré que le fait qu'il soit Premier Ministre en Grèce lui permettra de contribuer à cet objectif.

La pertinence de notre mouvement, continua-t-il, est plus grande que jamais dans la situation présente où notre importance est aussi mesurée par les immenses problèmes de la multitude des crises climatique, financière, économique, énergétique, alimentaire, de la pauvreté ainsi que les crises en résultant, sociale et politique, migratoire, les pandémies et les inégalités.

Nous sommes des témoins, souligna-t-il, d'une crise du modèle de notre manière de gouverner et de gérer le monde, de prendre soin de nos ressources, de notre planète et de nos sociétés. Les multiples crises d'après guerre froide ont révélé des faiblesses dans de nombreux systèmes économiques dont nous avons fait l'expérience jusqu'à présent. Le néolibéralisme ainsi que l'idéologie de l'autre côté du mur de Berlin ont échoué à cause de leur manque de contrôle de transparence, la marginalisation des citoyens, la concentration du bien-être et le pouvoir aux mains d'une minorité. Ce manque de responsabilité pour le bien public est aussi une des raisons des actuelles crises multiples. Nous, sociaux-démocrates, devons réintroduire les mots *social* et *démocratie* dans la politique internationale.

Les multiples crises actuelles, continua-t-il, mettent en péril notre propre civilisation, les êtres humains de notre planète. Cela ne va pas simplement disparaître après quelques mois et nous ne pouvons pas retourner au business as usual. L'actuelle situation pourrait plutôt engendrer des conflits régionaux, des courses aux armements, des conflits autour de l'énergie, de la nourriture et de l'eau, des conflits à cause des énormes inégalités et injustices dans nos sociétés et une plus grande polarisation. Elle pourrait également mener à un approfondissement des crises existantes telles que le conflit palestinien.

Et cela, insista-t-il, pourrait mener les individus à s'en remettre à des sauveurs ou à des leaders autoritaires qui promettent des utopies, la sécurité et l'ordre public. La crise pourrait ainsi engendrer l'absolutisme, le fondamentalisme, le racisme et la xénophobie.

Les problèmes dont nous avons discuté concernant le droit des femmes, les droits de reproduction et le droit à l'avortement sont un signe de comment les libertés et droits sont attaqués et fragilisés par des politiques conservatrices et fondamentalistes.

La crise, continua-t-il, n'attaque pas seulement la vie politique mais aussi notre vie quotidienne, les familles et les citoyens par la pauvreté, l'oppression et le manque de liberté.

Les développements politiques, insista-t-il, seront cruciaux dans les prochaines années. Soit nous allons gouverner le monde de manière juste et viable soit nous allons sombrer dans un conflit d'une gravité plus importante et dans la souffrance. Comment gouverner le monde est une question cruciale et la Commission de l'IS sur l'environnement est en réalité une commission sur une gouvernance mondiale durable.

La gouvernance, dit-il, inclut des questions démocratiques sur qui gouverne et comment nous décidons à différents niveaux. Nous sommes pour la protection et le renforcement de nos institutions démocratiques et contre ceux qui essaient de capturer nos institutions démocratiques à travers l'autoritarisme, le populisme, la corruption et l'élitisme. Un point important est que nous avons besoin de participation démocratique du peuple, de la mobilisation de son potentiel humain de façon à faire face aux nouveaux défis de manière créative.

La gouvernance pose également la question de comment nous y prendre pour créer la base pour une compréhension commune dans le monde et de la direction vers laquelle l'humanité et la planète se dirigent. Nous parlons d'un nouveau modèle écologique pour le développement vers une économie soucieuse de l'environnement. Pour cela nous avons besoin de citoyens éduqués, sûrs et bien informés.

La gouvernance est également synonyme de multilatéralisme que nous avons soutenu dans le travail des Nations Unies. Lorsque nous créons des institutions elles doivent être basées sur un entendement commun des valeurs et l'Internationale Socialiste peut fournir ces valeurs communes pour gouverner de manière pacifique et viable. Les valeurs fondamentales démocratiques de l'Internationale Socialiste forment la seule base solide pour garantir la paix, une société cohésive, la cohérence, la liberté, la résolution non violente des conflits et l'égalité.

Comment promouvoir ces valeurs ? Comment pouvons-nous être efficaces et aussi fidèles à nos principes ? Les forces conservatrices et fondamentalistes visent les faibles et les marginaux comme boucs émissaires pour nos réels problèmes. C'est pour cela que la question des femmes, des migrants et d'autres groupes marginalisés sont utilisés dans une tentative de nous diviser ainsi que nos circonscriptions et fragiliser notre base de soutien et de pouvoir, polarisant sous prétexte d'être éthiques. Cependant, ce qu'ils veulent c'est d'établir leur hégémonie tout au long de décennies de lutte.

Les femmes, insista-t-il, vont de façon croissante être les cibles de l'autoritarisme et du fondamentalisme dans ce monde.

En revenant, informa-t-il, il allait retrouver José Luis Rodriguez Zapatero et discutera d'un certain nombre de sujets quant à la présidence espagnole de l'UE approchante qui durera six mois. Un des thèmes centraux est la situation des femmes.

Zapatero a plus de 50% de femmes dans son gouvernement et dans le nouveau gouvernement grec il serait possible d'atteindre les 30%, ce qui représente un record pour le pays, mais les standards doivent être fixés encore plus hauts. Nous nécessitons plus de participation féminine dans nos partis, dans nos délégations, parmi nos orateurs autant que dans les discussions. Nos femmes ont un grand potentiel. Cela n'est pas seulement une question de respect pour tous les individus et les droits de l'Homme, mais pour l'instant nous n'avons pas encore utilisé ce grand potentiel au sein de notre mouvement. Nous avons écouté Portia Simpson hier mais nous n'allons jamais encourager des Portia à se joindre à nous si nous ne commençons pas par garantir les principes de base. Nous avons aussi discuté, souligna-t-il, la question au sein du Présidium et la manière dont nous pouvons apprendre les meilleures pratiques mutuellement et de renforcer notre mouvement.

La situation financière de notre mouvement, souligna-t-il, est une question importante pour chaque parti membre. Nous voulons être des partis autonomes, représentant la voix de nos

citoyens et non pas la voix d'intérêts spéciaux et de grands business. Même des partis progressistes sont ciblés par les grandes compagnies et l'argent dans le but de les capturer. C'est une question de démocratie pour nous d'avoir des ressources financières autonomes. Nous devons aussi être capables d'opposer une résistance aux grandes compagnies internationales des conservateurs qui viennent aux réunions avec leurs jets privés alors que nos ressources sont très limitées en comparaison. Par conséquent, nous devons trouver nos propres moyens. Il est important que notre mouvement renforce sa présence dans le monde.

Finalement au nom de tout le monde, il a de nouveau remercié le parti hôte pour son hospitalité.

Le Conseil a été clos.